

ALGÉRIE : JOURNALISME ET ÉTHIQUE

L'émergence d'un espace de débat contradictoire

Belkacem MOSTEFAOUI*

Nous proposons dans cette étude⁽¹⁾ des hypothèses exploratoires et des éléments d'analyse sur les conditions de médiatisation du conflit algérien depuis le début de la décennie quatre-vingt-dix ; sur l'analyse des modes de fabrication du *sujet conflit algérien* à travers les journaux télévisés (JT) de l'Entreprise nationale de télévision (ENTV) – canal unique et de droit public –, et de trois chaînes étrangères : France 2 (repris dans la grille de la francophonie internationale TV5), TF1 et MBC⁽²⁾ ; et sur les modalités de réception des journaux télévisés, à partir d'une enquête d'audience qualitative effectuée en deux temps dans une nouvelle métropole algérienne (Tizi-Ouzou). Des déterminants (politiques, culturels, économiques) propices à une fréquentation soutenue des programmes de divertissement des *télévisions des autres*, repérés dans une précédente étude (enquêtes de Casablanca et Tunis ; Mostefaoui, 1996-a), trouvent leurs pendant dans les rapports qu'instaurent des téléspectateurs algériens avec leurs offres en journaux télévisés.

La pénétration des télévisions étrangères en Algérie ressort du croisement de politiques audiovisuelles extérieures et de débordements de signaux. L'importance de l'équipement des foyers en téléviseur(s) et en matériel de réception satellitaire (individuel ou collectif) tend à structurer un maillage de la société sous orbite des chaînes étrangères. Les éléments d'évaluation statistique, en ce domaine plus qu'en d'autres, sont aléatoires. Des recoupements de données et l'observation du terrain permettent de postuler qu'au moins 6 habitants sur 10 ont accès – de chez eux ou dans l'entourage direct : voisins, famille – à des chaînes étrangères⁽³⁾. Les auditoires sont en face d'une offre que

* Chercheur indépendant en Sciences de la communication.

(1) Le présent texte est conçu à partir d'un travail de recherche réalisé au sein de l'Équipe de recherches et d'études sur la communication/Université de Provence et qui a bénéficié d'un soutien financier du Programme de recherches en Sciences de la communication (CNRS/Paris) et d'une attention solidaire de François Chevaldonné. L'enquête d'audience qualitative (août-septembre 1996 et août 1997) qui l'alimente constitue la troisième investigation de terrain (après Casablanca et Tunis, cf. MOSTEFAOUI, 1996 (b), sur les modalités de réception des programmes de télévision dans les sociétés maghrébines, thème d'un ouvrage en cours d'élaboration.

(2) Le croisement de données fournies par des enquêtes quantitatives, de l'observation du terrain et des tests qui ont précédé la réalisation des entretiens a déterminé l'entrée dans l'échantillon des deux principales chaînes françaises et de MBC (*Middle East Broadcasting Center*), propriété de la famille royale saoudienne, diffusée de Londres et de langue arabe, recherchée par les publics moins ouverts à la langue française. Notons cependant la récente et notable concurrence exercée sur ces auditoires par l'arrivée, en 1996, de la première chaîne information en continu en langue arabe, *Al Djazira Satellite Channel*. Propriété de l'émirat du Qatar, ses managers réussissent à faire injecter dans ses programmes relatifs au monde arabe une certaine audace en recherchant des points de vue contradictoires. Avec une équipe d'une cinquantaine de journalistes, une grille de 18 h/jour et des ressources financières solides, la chaîne commence à éclipser l'image de MBC dans les capitales arabes.

(3) Dont MADANI, 1996. Notons aussi que l'Étude médias Algérie de l'UNESCO (1997) indique : 94,8 % de foyers TV et 27,7 % équipés d'au moins 2 récepteurs ; le taux de 54,3 % de foyers reliés à une antenne satellitaire (individuelle ou collective) nous semble surévalué.

l'on peut concevoir en quatre pôles (Mostefaoui, 1997-c) : télévision nationale, télévisions francophones, télévisions orientales et autres télévisions occidentales. Les flux étrangers proviennent essentiellement de trois politiques audiovisuelles extérieures (Balle, 1996), organisées par Paris, Le Caire et Ryadh⁽⁴⁾. Ce maillage a pris une dimension exceptionnelle depuis le déclenchement, en 1992, du conflit armé entre les tenants de l'islamisme politique et les militaires : le terrorisme des uns et le dispositif répressif des autres acculent la population à concevoir le foyer comme seul lieu de sécurité (toute relative). Dès lors le récepteur de télévision est investi d'attentes plus grandes, ce que l'observation permet de vérifier avec des durées de fréquentation oscillant désormais généralement entre 5 à 6 h/jour. Le rapport des téléspectateurs algériens aux journaux télévisés des chaînes étrangères est marqué par une double détermination qui caractérise l'ensemble de leurs attitudes face aux *télévisions des autres*.

« Idée démocratique », « chaos créateur » et « régression féconde » : le laboratoire Algérie en activité

Des expressions indiquent l'émergence de la société civile, en même temps que le pays fait face à des retombées d'une mondialisation économique féroce. Nous pouvons en retenir ici trois d'entre elles. La mise en circulation active de « l'idée démocratique » (Laïdi, 1997-a) s'est inscrite, depuis la fin de la décennie quatre-vingt, dans la dynamique exprimée par la chute du bloc soviétique, à travers de nombreux pays du monde régis jusque-là par le parti unique. Ce choc peut être perçu comme un nécessaire « chaos créateur » (Castells, 1998), permettant l'entrée du pays dans « l'ère de l'information ». L'émergence hégémonique des promoteurs de l'idéologie islamiste – qui ont capitalisé les dividendes des luttes multiformes de la société contre le pouvoir autoritaire de l'État-FLN engrangées jusque-là⁽⁵⁾ –, est perçue par des chercheurs comme une « régression féconde » (Addi, 1996), car constituant un passage *obligé* vers l'alternance.

Des dirigeants ont accompagné, depuis la fin de la décennie quatre-vingt, certaines revendications pour les libertés démocratiques⁽⁶⁾. Publications au statut indépendant de l'État, pluralité de formations politiques, multitude d'associations : la société a rapidement répondu à la brèche ouverte par la Constitution pluraliste de février 1989, mais ceci s'est effectué dans une indicible violence. Actifs depuis la fin de la décennie soixante, les promoteurs de l'islamisme politique se sont engouffrés dans cette brèche – une lecture

(4) Distinctes par certains aspects, les politiques du Caire et de Ryadh se recoupent comme le note EL AMARY (1996), « Les projets idéologiques de l'un et de l'autre ne cessent de s'adopter et de se nourrir mutuellement jusqu'à n'en faire qu'un ».

(5) Pour mémoire : les revendications des libertés démocratiques par le Mouvement culturel berbère (Kabylie, 1980), et les manifestations de Constantine en 1986.

(6) Ainsi, MALEK, 1991, Une année avant que l'auteur n'accède à la charge de Premier ministre, écrivait : « Vivre à notre époque, c'est souscrire à certaines normes universellement admises, c'est accepter de jouer tant soit peu la carte d'une mondialité démocratique (...) Nul pouvoir, aussi puissant, aussi cynique qu'il puisse être, ne saurait longtemps le défier ».

spécieuse⁽⁷⁾ et démagogique de l'article 40 du texte constitutionnel faite par le régime de Chadli leur ayant permis de créer le Front islamique du salut (FIS). Ce courant idéologique, au sein de ce sigle ou sous d'autres, n'a eu de cesse depuis de gagner du terrain sur le FLN qui a, trois décennies durant, après le combat libérateur de l'indépendance, propagé dans la société un credo de « socialisme spécifique » mâtiné de *bâathisme* (d'importation panarabe Irak/Syrie) pour faire front à ce qui était alors déclaré l'impérialisme.

La Constitution algérienne de 1989 a été la première dans l'espace du monde arabe à conférer un statut légal à des formations politiques recrutant sous la bannière de l'Islamisme politique et décrétant *parti du diable* tout autre. Pendant du rejet de la laïcité, les promoteurs de l'islamisme politique estiment que « la démocratie, invention de la société occidentale, ne vaut que pour elle », (Zakariyah, 1991). Le débat a tendu vers deux principaux horizons idéologiques. Le premier – mis en circulation initialement sous la houlette des néo-libéraux américains (cf. *infra*) – a exprimé un enthousiasme devant la force de frappe de l'islamisme politique face au bloc militaire au pouvoir depuis l'indépendance derrière la façade de l'État-FLN. Les cercles partageant le *credo* de la « régression féconde », selon la formule qui a fait florès, étaient relativement élargis, au début de l'aventure : l'Algérie, à l'avant-garde du combat anticolonialiste et anti-impérialiste dans les décennies cinquante et soixante devenait le laboratoire de la démocratie et le fer de lance de la « reislamisation » dans le monde arabe. Le second, bien moins optimiste, a pris la mesure des prétentions totalitaires du courant islamiste – en particulier sa détermination et ses moyens à éradiquer l'expression des autres segments de la société civile naissante. Dans cette perspective, ses interprètes ont souligné notamment que « les considérations tactiques ont été jusqu'à présent le mobile principal des concessions faites aux islamistes. Il faut rompre avec cette attitude démagogique » (Ferjani, 1991).

Ponts vers la mondialisation, de nouvelles métropoles émergent dans le pays : elles structurent la formation d'une société passant, en majorité, d'un espace de vie rural à une urbanisation subie, et tissent les lieux physiques de constitution des relais de « l'idée démocratique » (permanences de partis politiques, sièges d'associations, de journaux, etc.) et des conflits qu'elle exprime. Du souk au marché, la soudaine explosion urbanistique et démographique de Tizi-Ouzou présente dans des dimensions caricaturales les aspects les plus expressifs des réalités des autres villes d'Algérie, et de ce que l'on a déjà observé comme urbanité brutale et inachevée à Casablanca et Tunis (Mostefaoui, 1996-a). Le lien communautaire et les valeurs qui le fondaient sont ici plus gravement remis en cause et disloqués : le terrorisme qui alimente l'exode rural et l'excroissance anarchique de l'occupation de l'espace y sont générateurs de quartiers ghetto qui sont de véritables poudrières sociales. On observe l'ouverture, depuis le début de la décennie, d'une multitude de guichets déversant tous les produits du *marché global* : *soft drinks*, films américains *parlant* arabe ou français, etc. Tout se passe comme si les fonctions essentielles de cette

(7) L'article 40 interdisait la création d'un parti politique sur la base d'un programme prônant une religion, une région ou une langue.

métropole en formation consistaient à présenter toujours plus à ses résidents (au moins 150 000) et à ses visiteurs quotidiens (au moins 100 000 villageois de la région transportés dans une noria de minibus, à coût modique, à partir des villages de la région) les produits du *Meilleur des mondes*. Ces produits vampirisent l'intérêt du marché non seulement financier mais aussi symbolique : en supplantant ceux de la production locale, ils folklorisent ses produits culturels. Pont dans la mondialisation, cet espace urbain est déterminé par la marchandisation des échanges. Les potentialités de la métropole en formation à offrir des points de contacts d'achat – mais bien plus généralement de vitrine – en font un « non lieu ». *Non-lieu* dans le sens anthropologique (Augé, 1997), pour indiquer cette perte conjuguée de lien communautaire et d'originalité de l'habitat sur laquelle se greffe un mimétisme forcé dans les pratiques et attitudes : béton sans âme et galeries marchandes dont les mirages sont perçus comme l'horizon ultime du bien-être. L'emprise grandissante du *tout marché* dans la société (après trois décennies d'une rente pétrolière administrée sous le credo du *socialisme spécifique*) amplifie les interférences de la présence de la télévision dans l'espace urbain : non seulement dans les foyers mais aussi dans les galeries marchandes, *vidéo clubs*, cafés, bars et restaurants. En même temps, la fréquentation assidue des programmes, en particulier des spots publicitaires (Denni, 1995) et des fictions toujours plus abondantes, implique une volonté d'achat des produits ou, plus généralement – en fait pour l'écrasante majorité de la population –, *creuse* envies et besoins. C'est en ce sens que pour des auditoires de plus en plus élargis, le média télévision véhiculant des miroirs d'abondance, tend à constituer l'un des éléments de cette urbanité brutale et inachevée que vivent les populations exilées de l'intérieur. Le désarroi social nourri par la crise économique et le terrorisme accentue les frustrations du public, en particulier de ses segments les plus jeunes des couches sociales moyennes et défavorisées.

Vulgate marxiste mâtinée de *bâathisme* et islamisme politique, même combat : *lobotomiser* la diversité culturelle de la société

Dans l'aire du monde musulman, mais ici plus qu'ailleurs, l'islamisme politique est une idéologie de résistance d'emprunt face à la mondialisation et à son cortège d'agressions. Les promoteurs nationaux de cette idéologie se situent comme un segment – dans un front international où se mêlent activistes d'Afghanistan, du Soudan et bailleurs de fonds d'Arabie Saoudite ou d'Iran – qui dépasse les limites du local et de la société algérienne pour contrer certains *effets* de la mondialisation mais uniquement *certaines aspects* sur leur versant culturel –, tout en souscrivant pleinement à la dynamique de déréglementation et du *tout marché* d'emprunt aussi, et plus gravement (dans notre sens), parce que la logique profonde de l'idéologie a été de *lobotomiser* mémoire collective et imaginaire social d'un peuple qui, dans la décennie soixante a été à la pointe d'un combat libérateur singulier. Dans le point de mire de ses promoteurs, l'arc-en-ciel des segments authentiques de culture vivante nationale : tamazight (berbère), arabe populaire, et tous les apports des relations avec la culture française, et partant de la rive Nord méditerranéenne, appropriés et recyclés,

en une durée millénaire, comme « un butin de guerre » pour reprendre l'expression de Kateb Yacine –, est décrété impureté à éradiquer. Cette entreprise a été mise en œuvre dans une *passation de marché* avec le FLN dont les idéologues et agents n'ont eu de cesse, depuis l'indépendance, de baliser d'interdits l'espace d'expression. L'importante production d'œuvres culturelles (littéraires, cinématographiques, musicales, en particulier) enregistrées (paradoxe de la tragédie en cours ?) durant cette décennie quatre-vingt-dix témoigne de l'échec de cette entreprise. Des pans entiers de la mémoire collective et de l'imaginaire social se régénèrent et se reconstituent – même si c'est dans des déterminations économiques marquées par la marchandisation (Mostefaoui, 1995).

L'État algérien est soumis à une haute turbulence depuis la fin de la décennie quatre-vingt : s'il subit autant que d'autres États du Sud la pression des entrepreneurs transnationaux (en tandem avec des relais locaux alliés à de puissantes familles militaires), décidés à élargir coûte que coûte les contours du marché global, dans le même moment il doit faire face à une rare violence « des entrepreneurs identitaires avec leurs références culturalistes » (Badoe, 1997) et leur « religiosité de choc »⁽⁸⁾. Il n'est pas sûr que face à la diffusion internationale du mode de production capitaliste, cette opposition, qui prétend à l'hégémonie idéologique sur l'État et la société pour succéder au parti FLN, dispose d'une réelle « capacité de réinvention locale » (Bayart, 1994) qui puisse offrir une issue à la crise du pays.

Quant aux modes d'appropriation et d'usages des technologies de communication dans cette société, l'une des questions les plus cruciales actuellement paraît bien être : « où situer l'islamisme dans la complexité de l'espace symbolique ? » (Chevaldonné, 1996). Question-programme dont l'importance invite d'abord à mettre en perspective ce phénomène – même si, et parce que, l'éclat de ses actions est tragique pour le pays. Le relativiser non seulement dans le temps (comme avatar dans la durée de la civilisation musulmane dans la région, par rapport à ses *passeurs* arabo-berbères en Andalousie) mais aussi dans l'espace social : en quoi ses valeurs, ses prescriptions, ses *la yadjouz!* (interdits) distribués à satiété entre 1988 et 1992 – quand le FIS régentait la place publique, les hauts parleurs des mosquées⁽⁹⁾ et voulait s'incruster par laser dans le ciel d'Alger⁽¹⁰⁾ –, sont-ils ou non, en phase avec les attentes d'une

(8) On sera redevable à LACHERAF (1992), l'un des rares intellectuels à avoir pris en charge, tour à tour, des responsabilités politiques et de production de connaissance sur la société depuis la guerre de libération. Ministre (éphémère) de l'Éducation nationale à la fin de la décennie soixante-dix, il a, en visionnaire, perçu la gravité des premiers dégâts du germe de l'intégrisme dans les programmes scolaires. En février 1992, dans un pénétrant article il écrit : « De nouveaux hommes de religion et leurs supporters affairistes à l'unisson de leurs entreprises suspectes tolérées ou encouragées lâchement par l'État, multipliaient le nombre de mosquées et celui des trafics parallèles juteux dans une surenchère où la foi religieuse était le moindre de leur souci. Les dix mille mosquées construites n'ont pas fait avancer les croyants vers plus de savoir vrai et de piété éclairée, donnant malheureusement le pas à l'intolérance et à l'agitation politique violente sur la spiritualité de l'islam ». (Des mosquées et des hommes. De l'anti-État à l'anti-nation, *Algérie Actualité*, n° 1375, 20-26 février 1992.

(9) Face à la douleur de l'assassinat de son ami dramaturge Alloula, le poète tunisien A. Meddeb a trouvé ces mots pour pointer la culture de la haine distillée par les idéologues de ces réseaux purificateurs : « Je reconnais le gosse dont la cervelle a été dévorée par la parole vorace qui murmure dans les creux de la ville » (*Esprit*, janvier 1997).

(10) Le même jour du 5 juillet 1990, au moyen du laser, les représentants de l'État-nation et du FIS ont inscrit respectivement, dans le beau ciel d'Alger : « 5 juillet fête de l'Indépendance » et « Allah oua Akbar » (Dieu est le plus grand). Sur les usages des technologies de communication par les promoteurs de l'islamisme politique cf. MOWLANA, 1996.

jeunesse meurtrie par un désarroi, produit par une gestion autoritaire et néo-patrimoniale de la rente pétrolière, mais aussi ouverte à la modernité. Même dans ces années où les promoteurs et militants de cette idéologie islamiste tenaient le haut du pavé – jusqu'et y compris sur les plateaux de la télévision nationale (cf. *infra*) – on a pu observer un décalage entre leurs interdits et intimidations (ils ne coupaient encore *que* les câbles des antennes satellitaires collectives), leur propagande de la haine de l'Autr (Naudin, 1997), d'une part; et d'autre part l'engouement de la jeunesse à rechercher et fréquenter les télévisions des autres. Demeure cependant une profonde crise identitaire que la mondialisation accentue et qui « se vit dans une juxtaposition parfois schizophrénique de codes différents (Roy, 1996). La tentation de repli islamiste fait de l'ombre dans des dimensions structurelles à de réelles actions de recouvrement d'un patrimoine culturel millénaire qui a pu résister à des stratégies de déstructuration pendant l'occupation coloniale française (Lache-raf, 1966).

Trois pôles de diffusion d'informations et d'opinions

« Une société n'a pas et ne peut plus avoir de débats strictement internes » (Laïdi, 1997). Cette nouvelle donne internationale élargie, imprimée d'abord par les télévisions satellitaires, structure l'évolution de l'espace public algérien, après trois décennies d'unanimité des médias (Mostefaoui, 1986). La configuration des jeux d'acteurs sous le mode conflictuel, dessinée ici, part d'une conviction et d'une observation attentive du terrain. La conviction est d'abord que si la profession de journaliste a *réussi à capitaliser* autant de martyrs entre mai 1993 et décembre 1997 (au nombre de 68) – auxquels s'ajoutent les départs en exil (intérieur ou extérieur), et autres *peines* judiciaires, policières, intimidations et interdiction de signature – c'est que, quelque part elle, « fait des histoires », pose problème, donc participe activement à l'Histoire par sa résistance⁽¹¹⁾. Cette conviction part en somme, pour reprendre l'expression de Gramsci, de *l'optimisme de la volonté* : elle n'interdit pas pour autant *le pessimisme de l'intelligence* – décliné à travers l'observation et l'examen de faits bruts des réalités, qui indiquent froidement les limites des acquis.

À la suite du monopole imposé par l'État-FLN, on observe, depuis le début de cette décennie, la formation d'un système de diffusion d'informations et d'opinions structuré en trois pôles : médias audiovisuels gouvernementaux (une

(11) MOSTEFAOUI, 1997 (d). On a la conviction que le catalogue froidement établi des assassinats et peines frappant les professionnels tels que rendu par la télévision française – et des instances à ambition d'autorité morale en ce domaine, comme Reporters sans frontières (RSF) –, parce que ne fournissant pas des clefs de mise en perspective, ne permet de saisir ni la vigueur de cette résistance, ni la dimension de son courage. Auditionnée par la sous-commission des droits de l'homme de la Commission européenne, la journaliste Fawzia Ababsa s'est insurgée ainsi contre cette ignorance : « Ce que j'ai entendu jusqu'à présent c'est un ramassis d'insultes envers les journalistes encore en vie et envers les confrères assassinés », (*Le Monde* 28-11-97). En contrepoint à la position de RSF, notons la démarche exigeante et proche des réalités algériennes défendue par l'Association mondiale des journaux (AMJ). Dans une déclaration faite à l'issue d'une visite dans le pays, (*El Watan*, 19-3-1998), sa délégation souligne autant les réalités de l'émergence de la liberté d'information que les entraves auxquelles elle fait face – dénonçant particulièrement le monopole de l'ANEP sur le marché publicitaire du secteur public, et demandant aux pouvoirs publics de ne plus bloquer les initiatives des éditeurs à s'équiper en matériels d'impression.

chaîne de télévision et 28 programmes radiophoniques⁽¹²⁾, une presse nationale de droit privé – dont des titres recherchent audacieusement leur autonomie –, et des chaînes de télévision étrangères. Sous le mode du laisser-faire, imprimé par le régime du président Chadli, du début de la décennie quatre-vingt jusqu'à l'instauration de l'état d'urgence de février 1992, les factions de l'opposition islamiste, via les prêches, dites libres vis-à-vis des orientations du ministère du culte, ont tissé un *réseau de radios libres*, diffusées par les haut-parleurs des mosquées (Mostefaoui, 1992-b). Il n'est pas aisé d'établir une exégèse de termes pour indiquer celui qui convient le mieux aux années de tourmente que vit l'Algérie depuis 1992. Peut faire sens cependant un repérage en deux phases dans l'évolution du conflit.

Premièrement, dans ce qui pouvait être perçu comme *guerre civile*, entre 1992 et 1995, les branches des réseaux islamistes fonctionnent sous commandement plus ou moins unifié (à l'ombre/au nom du FIS), et capitalisent encore un potentiel de propagande qui pouvait leur conférer un statut d'*opposition armée*, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. À ceci, dans un deuxième temps, succède une situation de *guérilla de type mafieux*, menée par les ultras et *desperados* du mouvement en réactivant le credo de l'islamisme politique sous ses formes les plus barbares : massacres et razzias de biens matériels (bijoux, argent, etc.) allant de pair, cependant que des réseaux, plus ou moins proches de la nomenklatura aux affaires, opèrent au grand jour d'autres actions de rapine sous couvert de licences d'importation alimentées par la rente pétrolière avec à l'avenant le diktat de réajustement structurel imposé par le FMI.

Dans ce contexte, la médiatisation du conflit – à travers ses deux champs : médias nationaux et étrangers les plus directement interférents – offre bien des aspects qui signifient clairement qu'on est en situation de guerre. Les ingrédients classiques s'y retrouvent : propagande, intoxication, manipulation, mensonges, terreur et rumeurs inondent les colonnes des journaux et les ondes. Ces ingrédients sont produits et mis en circulation par deux principales sources : les représentants du pouvoir d'État et les factions de l'opposition islamiste (ou alliées) – actives par le biais du terrorisme ou évoluant soit sur la scène publique nationale soit à l'étranger. Au sein du pouvoir d'État actuel agissent des groupes adhérant dans l'ensemble aux intérêts du processus de libéralisation économique, mais remarquablement divisés sur les marges de libertés politiques *acceptables* (en particulier dans le domaine de l'information) pour l'accompagner. À l'automne 1997, semble se dessiner une tentative des représentants du pouvoir d'État d'impulser une ambitieuse politique de communication : sa première expression est la *directive présidentielle n° 17*, du 16 novembre, qui en formule les orientations⁽¹³⁾. Interfèrent de plus, dans des jeux parfois troubles parce qu'instrumentalisés et/ou mal informés, des rapports,

(12) Alors que 3 programmes radiophoniques nationaux étaient édités avant 1990, on compte à présent : 3 canaux nationaux, 1 international, 4 régionaux et 24 locaux.

(13) Pour mémoire, gardons ici la première phrase du document : « La communication est devenue en cette fin de siècle, la marque la plus manifeste de la modernité du monde et une dimension essentielle du fonctionnement des sociétés démocratiques ». Sont énoncés à la suite, notamment, les projets de création d'une autorité de régulation « chargée d'assurer l'accès de la société civile aux médias publics », d'une deuxième chaîne de télévision et d'une agence de communication extérieure « pour produire et projeter la véritable image du pays ». Cf. *El Watan*, 16-11-97. Sous le titre « Nouveau



manifestes et manifestations d'organisations internationales à ambitions de défense de droits de l'homme – dont les implications de solidarité active demeurent remarquablement de moindre ampleur que leurs discours. Les appareils médiatiques (nationaux et étrangers⁽¹⁴⁾) interviennent comme quatrième acteur dans le système pour relayer, infirmer, amplifier, imposer une « spirale du silence » (Noelle-Neumann, 1974) ou à des faits ou des opinions. On peut imaginer comment ces effroyables machines dont l'ambition déclarée, ici comme ailleurs, est de faire l'inventaire des réalités, vont se heurter et/ou participer à donner consistance au principe énoncé déjà en 1917 par le sénateur américain Johnson : « La première victime de la guerre est la vérité ».

Les journalistes : une corporation combative et une autonomie fragile

Les potentialités de la presse nationale à participer à l'émergence d'un nouvel espace de débat contradictoire ne sont que partiellement rendues ici. Un examen attentif de sa production en cette décennie quatre-vingt-dix ne doit pas manquer de relever la précieuse richesse de ses informations factuelles sur la vie de tous les jours des Algériens, participant ainsi à écrire l'Histoire au quotidien. *De jure* la loi sur l'information du 3 mars 1990 a mis fin au monopole de l'État sur l'ensemble des moyens d'information. Cependant, les dispositifs réglementaires et les autorisations attendues n'ont pas accompagné ce texte législatif dans le secteur de l'audiovisuel, bien que rapidement une quinzaine de titres quotidiens et une cinquantaine d'hebdomadaires en aient été issus⁽¹⁵⁾. Même si ce fut dans une ambiance qui peut apparaître comme chaotique et/ou surréaliste, le système médiatique algérien tel qu'il a émergé du règne unanimiste du FLN est, par de nombreux aspects, bien plus libre et diversifié que ne le sont ceux des autres pays du Maghreb (Freund, 1992). Deux signes indiquent la vigueur de la presse née au début de cette décennie : l'éventail de ses titres⁽¹⁶⁾ et ses relations tumultueuses avec la justice. On en veut comme illustration l'affaire *Amari-La Tribune*, de l'été 1996. Au motif « d'atteinte au

(Suite note 13)

simulacre ? », S. Bensalem (*El Watan* 17-11-97), souligne le silence du document sur l'existence avec ses difficultés de la presse indépendante et la tentation chronique des gouvernants de recourir à la solution de renflouer par de plus lourdes subventions les médias publics au lieu de conforter les bases économiques du pluralisme de l'information.

(14) Il s'agit pour les protagonistes d'influencer les modalités de perception du conflit dans les capitales occidentales, particulièrement Paris, Londres, Washington et Bonn. Cf. pour la presse écrite allemande : HAFEZ, 1996.

(15) MOSTEFAOUI, 1995 (a). Au début de la présente décennie, les gouvernements Hamrouche et Ghazali ont tenté d'organiser la cohabitation avec les islamistes et la création d'entreprises privées éditrices des nouveaux titres. Avec le recul, il apparaît manifestement que la ventilation des généreuses aides publiques offertes a été sous tendue par des velléités d'instrumentalisation politique. Le surendettement structurel accompagnant généralement les initiatives a permis – dans le même temps – à des proches du gouvernement de « se sucrer financièrement » et aux pouvoirs publics de pratiquer un jeu de yoyo avec les titres, renflouant certains, laissant couler d'autres – l'hebdomadaire *La Nation* (proche du courant « réconciliateur ») fait partie, depuis décembre 1996, de cette seconde catégorie, et à des collectifs de journalistes de porter à bout de bras des projets rédactionnels qui, ici, nous intéressent le plus.

(16) Alors qu'étaient édités avant la loi de mars 1990 seulement 4 quotidiens (tous gouvernementaux) et 7 hebdomadaires, on dénombre en 1998 (*Liberté*, 9-2-1998) 82 titres périodiques, dont 18 quotidiens : 7 de langue arabe, 11 de langue française, 12 de droit privé et 6 de droit public. Les quotidiens sortent 761 000 exemplaires/jour. Cinq titres indépendants en assurant 80 % du tirage.

drapeau national», le Parquet d'Alger a intenté un procès au quotidien *La Tribune*, qui a publié (le 2 juillet) un dessin du caricaturiste et chroniqueur Chawki Amari. L'emprisonnement du journaliste et la suspension du titre ont été suivis par un vigoureux mouvement d'opinion qui, pour la première fois dans le pays, a montré la dimension de la pénétration dans la société du principe de la liberté de la presse⁽¹⁷⁾. La loi de mars 1990 a été abrogée⁽¹⁸⁾ dans nombre de ses dispositions (notamment en matière d'accès aux sources et de droit de publication) par l'arrêté interministériel (Intérieur et Culture et Communication) du 7 juin 1994 relatif au traitement de l'information à caractère sécuritaire. À ce texte réglementaire est annexée une notice prescriptive du *bon usage des termes* liés au conflit et ses protagonistes. L'article 1^{er} de l'arrêté institue, auprès du ministre de l'Intérieur, «une cellule de communication chargée des relations avec les médias en matière d'information, d'élaboration et de diffusion des communiqués officiels relatifs à la situation sécuritaire». Le premier canal de publication n'en peut être que l'agence gouvernementale *Algérie presse service*. Depuis le printemps 1997, sans être abrogé *de jure*, ce décret n'est plus en vigueur, les pouvoirs publics ayant adopté des positions de laisser-faire.

Parties des rédactions d'Alger, deux *étiquettes* tentent de distinguer (souvent arbitrairement) deux types de missions assumées par les journalistes : ceux qui revendiquent comme un devoir professionnel le combat contre l'idéologie islamiste et ses actions terroristes sont dits *éradicateurs*; l'autre étant celle des insurgés contre l'implacable lutte anti-terroriste de l'armée (solidaires ou non de l'islamisme politique) et qu'on appelle *réconciliateurs* – terme moins négatif. Il n'est pas question ici d'instruire un procès (un de trop) pour identifier le profil idéologique le plus en phase avec l'évolution du pays. Cette bipolarisation des horizons idéologiques a été suffisamment instrumentalisée par des partis politiques (pas seulement islamistes) et par des clans au pouvoir, au point d'avoir fait éclater gravement la profession. Nous tenons par contre à retenir l'ensemble des indices de volonté et d'action des professionnels qui se donnent pour ambition d'avoir le courage de construire des socles d'autonomie par rapport à ces pouvoirs. Ils participent ainsi à l'émergence du pluralisme de l'information, dont seuls les consommateurs de leur production peuvent en définitive juger.

On peut pointer six principaux écueils auxquels sont confrontées les publications d'information générale⁽¹⁹⁾, et particulièrement celles dont les animateurs ont le souci de l'investigation et de l'expression d'opinions, et apportent la contradiction à l'un ou l'autre courant idéologique (ou aux deux).

(17) Cf. notre article : *Le Bulletin*, vol. 13, n° 3, sept. 1996, Düsseldorf : Institut européen de la Communication.

(18) Au début de l'année 1998 est initiée une réforme de la loi sur l'information de mars 1990, sous la houlette du ministère de la communication.

(19) La libéralisation économique a fait produire quantité de revues spécialisées (presse du cœur, annonces matrimoniales, etc.) fortement marquées par des concepts occidentaux, en arabe et en français. Nombre de ces entreprises affichent sans aucun tracas un grand succès commercial, cependant que des publications gouvernementales déposent leur bilan au début de l'année 1997, et que le quotidien *El moudjahid* – leur paragon – voit ses tirages chuter de 300 000 ex. dans la décennie soixante-dix à 80 000.

Les deux premiers dangers qui guettent les journalistes, et les éditeurs de leurs publications, sont les plus redoutables.

La première vague du terrorisme intégriste, qui a succédé à l'état d'urgence de février 1992, a eu pour principales cibles des professionnels des médias et des universitaires. Le mot d'ordre de « ceux qui nous combattent par la plume mourront par le sabre » s'est abattu d'abord, le 26 mai 1993, sur l'écrivain-journaliste Tahar Djaout. Ce ne fut pas un hasard : Djaout était l'un des principaux animateurs du nouvel hebdomadaire *Ruptures* dont la ligne éditoriale et le combat ont été de rompre avec le journalisme dominé par le FLN et ses idéologues *baâthistes* qui ont secrété le terreau de l'intégrisme. Ce combat était en phase avec celui du président Boudiaf, assassiné en juin 1992, après cinq mois d'exercice, parce qu'il n'a cessé de rechercher en même temps les moyens d'éradiquer le terrorisme et la corruption instituée par la nomenklatura FLN, pour donner à des bases solides un État de droit. Les années 1993-95 ont marqué un paroxysme de la terreur qui a touché l'exercice de la profession chez les journalistes *éradicateurs*, – ou supposés tels ⁽²⁰⁾.

Avant la mise en place du dispositif préventif sur l'information sécuritaire de juin 1994, l'arsenal répressif contenu dans la loi de 1990 a été utilisé par les représentants de l'État pour réduire le *délit d'informer* ⁽²¹⁾ en particulier quant aux détournements de biens publics. Le dispositif de 1994 a mis en place d'autres verrous dont la transgression a été autrement plus difficile : ainsi, de l'automne 1996 au printemps 1997, une brigade spéciale du ministère de l'Intérieur visite les rédactions au moment du *bouclage* pour *soulager* certains titres de leur trop-plein de mauvaises nouvelles. C'est l'*imprimatur* sur les informations en rapport avec le terrorisme et la lutte anti-terroriste. Pendant ce temps, le commentaire demeure plutôt libre, même s'il est assorti d'un bras de fer implacable ⁽²²⁾. Ce *tamis structurel* filtre encore plus sévèrement l'accès aux journalistes étrangers ⁽²³⁾, dans des conditions qui ne sont pas cependant celles du slogan réducteur « une guerre sans image », en vogue dans certaines rédactions européennes à propos de la situation algérienne.

(20) L'extrême violence verbale née des émeutes d'octobre 1988 a tendance à être minorée par la tragédie physique en cours dans le pays. Il faut pourtant noter que la culture de la haine est loin d'être le monopole des promoteurs de l'islamisme politique. Elle a trouvé des agents de propagation au sein même du pouvoir d'État. Ainsi, B. Abdeslam ne s'est pas contenté de ruiner l'économie du pays, au titre de ministre, avec son ubuesque « stratégie d'industries industrialisantes », dans la décennie soixante-dix. Comme Chef du gouvernement, en 1993, il n'a eu de cesse, chaque fois que dans la presse lui était adressée une critique sur des décisions précises, de jeter l'anathème sur les « laïco-assimilationnistes », catégorie – à laquelle s'apparente « *hizb frança* » –, exhumée des oripeaux des luttes fratricides du mouvement pour l'indépendance nationale.

(21) Dans son édition du 18-6-97, marquant son n° 2000, le quotidien francophone *El Watan* fait le bilan de ses sept années d'existence perturbées par pas moins de 25 affaires de justice intentées par des représentants de l'État – dont : mise sous contrôle judiciaire de son directeur avec interdiction de sortie du territoire et deux suspensions de 15 jours chacune. Suite (inachevée) du feuilleton : le responsable de la publication est condamné, début novembre 1997, à une année de prison « pour diffamation et outrage à corps constitués » (propos tenus à des médias étrangers en 1995).

(22) Y. B., 1998. Ce remarquable recueil de chroniques publiées initialement dans *El Watan*, édité en France, est dédié au Général Tewfik – patron de la sécurité militaire. Ces chroniques donnent le ton et les marges de la liberté du commentaire journalistique dans le pays.

(23) Thierry LECLERC (*Télérama* du 25 au 31 octobre 1997) en a rendu un poignant témoignage.

Les pouvoirs publics disposent d'une panoplie de ressources/leviers pour affaiblir ou encourager certaines publications plutôt que d'autres. Il en est ainsi des budgets publicitaires des entreprises, organismes et collectivités publics qui fournissent la majeure partie de la manne⁽²⁴⁾; de l'imprimerie de presse (quatre présentement en activité dans le pays appartiennent à l'État) et enfin du papier – dont les coûts grèvent dangereusement la fabrication des publications les plus fragiles) car l'État en assure en exclusivité l'importation.

On observe en même temps que les capacités d'autonomisation professionnelle et les tentatives d'investigation sont confrontées à une autre source de danger : celle multiforme de réseaux de type mafieux qui empêchent ou/et intimident les journalistes engagés dans des enquêtes relatives à la gestion des biens publics (urbanisme, marchés publics...), de trafic d'influence, etc. La force de frappe, toujours anonyme et lancinante, de cette interférence *surfe* entre la violence du terrorisme intégriste et celle des dépassements commis par des représentants de l'appareil répressif d'État. Il paraît fondé de lui imputer – outre des messages d'intimidation – certains assassinats de journalistes⁽²⁵⁾. On peut consigner au rang d'écueil dangereux une autre source de nuisance : celle que représentent sournoisement des tentatives, avortées ou réussies, de satellisation menées par les partis politiques à l'endroit des journalistes. Tout se passe comme si – dans les états-majors des partis – les trois décennies d'unanimité avaient sécrété des dispositions *viscérales* d'intolérance et de rejet d'opinions et de positions divergentes des leurs. Les journalistes ne sont pas seulement pris à témoins (communiqués, conférences de presse) pour faire échos aux discours et actions de ces formations. Ils sont sommés de se décliner *pour* ou *contre*. Ces tentatives de satellisation fonctionnent selon un préjugé qui reprend un mot d'ordre en cours dans l'*ancien régime* selon lequel le journaliste est d'abord un militant. Un fatras de culture du journalisme léniniste (propagande/agitation), utilisé pour de toutes autres fins, continue de fonctionner dans ces états-majors. Cependant, l'une des plus grandes violences symboliques exercées dans le métier semble cette autre épée de Damoclès qui pèse constamment sur les plus talentueux et les plus courageux des professionnels : « pour *qui* roulent-ils ? ». Des marquages, abondamment nourris par la rumeur (et la jalousie, dans une profession où le narcissisme règne), s'incrustent sur leur identité professionnelle. Il y a, là aussi, une source d'éclatement de la corporation.

Notons enfin que l'absence d'une structure professionnelle représentative – malgré diverses tentatives de création d'organisations (MJA, AJA, etc.) (Mostefaoui, 1992, 1) – est due en grande partie à la conjonction des précédents

(24) Estimé à 350 millions de DA en 1994, le marché atteint 854 millions en 1997 (*Liberté*, 9-2-1998). Cette manne est représentée à 85 % par les fournisseurs publics, dont la régie exclusive est gérée par l'entreprise publique ANEP. Illustrations de mesure de rétorsion pour « délit d'informer » : l'agence suspend ses contrats avec les quotidiens *El Watan* (août 1996) et *Liberté* (avril 1997).

(25) Gardons en mémoire notamment l'assassinat de Saïd Tazrout, à Tizi-Ouzou, le 3 septembre 1995 : il a signé autant de papiers identifiant la nuisance de l'intégrisme islamiste que d'enquêtes de terrain qui ont dérangé des intérêts locaux de type mafieux. Notons aussi que le directeur d'*El Watan*, O. Belhouichet, a été traduit en justice, à l'automne 1997, pour avoir affirmé, en 1995 sur un plateau de *Canal+*, que des assassinats de journalistes peuvent être imputés aux pouvoirs publics.

facteurs, en particulier la bipolarisation idéologique⁽²⁶⁾. D'un autre côté, les volontés de professionnalisation subissent le contrecoup de la déferlante de l'économie de marché qui, par les gains matériels qu'elle fait miroiter, *vampirise* les énergies des professionnels les plus entreprenants, à la grande satisfaction des agents du pouvoir d'État. Des actions – y compris pragmatiques sur la base du plus petit commun dénominateur – tendant à la mise en place d'une organisation représentative sont indispensables. Avec des ressources et des adhésions modestes, le Comité de défense de la liberté de la presse (CDLP, regroupant des éditeurs de presse) a ainsi pu initier des actions qui ont porté leurs fruits⁽²⁷⁾. Dans ce sillage, une structure propre aux journalistes professionnels, capitalisant les volontés et actes de la dynamique d'autonomisation en cours, s'avère cruciale pour impulser des débats dans la corporation, en particulier sur des revendications de sécurité dans le travail et la vie privée, ainsi que sur les règles de déontologie à codifier.

Une télévision nationale portée par la combativité de ses professionnels et sous pression des gouvernants

Avec un taux d'équipement en récepteurs de télévision voisin de 90 % des foyers, un taux d'alphabétisation de la population ne dépassant pas les 58 % et une circulation des journaux ne touchant significativement que des cercles citadins instruits et décidés à les acheter à leur prix élevé, on peut prendre une relative mesure de *l'impact potentiel* des discours d'information télévisés dans la société algérienne. Cette force potentielle de pénétration instantanée dans un vaste pays au relief accidenté peut expliquer aussi pourquoi perdue la tutelle très forte de l'État sur le média : la télévision est *ipso facto* créditée comme le moyen le plus décisif de propagande. Les dirigeants continuent d'y voir le porte-voix le plus performant dans la société, que cela soit pour auto-légitimer leurs actions ou pour apporter *rectification* à des rumeurs et/ou des informations diffusées par les télévisions étrangères⁽²⁸⁾. Depuis l'indépendance du pays, la fascination qu'a exercée la télévision sur les gouvernants (comme à Tunis et Rabat⁽²⁹⁾) les a induits à occuper inlassablement (et péniblement pour les téléspectateurs) les *menus* des JT. Un rituel s'est mis en place pour y faire accéder d'abord et longuement des cérémonies protocolaires dans lesquelles interviennent le chef de l'État et, dans une moindre ampleur, ses ministres

(26) Ainsi l'éclatement de la profession en divers horizons idéologiques a pu être exprimé par l'organisation de la Journée mondiale de la presse, le 3 mai 1996. L'AJA, d'un côté, et le SNJA, de l'autre, n'ont pu faire participer à leurs actions plus d'une soixantaine de journalistes, à elles deux – sur le millier en activité dans le pays.

(27) Notons en particulier la pression que la Comité a exercée sur les pouvoirs publics pour la libération (le 22 mars 1997) du journaliste Hadj Benaâmane, qui pour avoir révélé l'endroit où était incarcéré le n° 2 du FIS, a été condamné par le Tribunal militaire de Ouargla à 3 ans de prison.

(28) Il en va ainsi de l'émission de débat politique *Dialogue avec la société*, lancée le 21-9-97, avec un plaidoyer monologue assénée par le Premier ministre sur un « terrorisme résiduel » au moment même où il redouble de férocité.

(29) MOSTEFAOUI, 1996 (b). Et plus récemment illustrées dans leurs déterminations par la couverture faite dans les JT français aux visites du souverain marocain et du chef d'État tunisien en France à l'automne 1997. Les positions de TF1 (Bouygues dispose d'intérêts importants au Maroc) sont des références affichant un niveau déontologique aligné sur le genre *publi-reportage sur les club Med*.

(Brahimi, 1990). Les réalités du *pays vrai* n'y apparaissent que tronquées et réduites à l'aune de l'idéologie officielle, jamais définie clairement. Les tentatives d'ouverture ont pour motivation la préoccupation des gouvernants de présenter aux publics des programmes susceptibles d'atténuer la concurrence des télévisions étrangères. L'évolution de l'ENTV n'a pas suivi celle de la presse écrite : la tutelle exercée sur l'entreprise par les gouvernements successifs depuis 1989 ne s'est desserrée que durant un court intermède. Ses professionnels baignent en partie dans l'univers des restrictions et des libertés acquises par leurs confrères de la presse écrite en même temps qu'ils subissent d'autres contraintes imposées par cette tutelle – et, plus grave, sont soumis en première ligne à cause de leur matériel aux attentats terroristes⁽³⁰⁾. La dynamique d'ouverture contrôlée observée dans l'évolution de l'ENTV depuis les émeutes d'octobre 1988 peut se lire à deux niveaux : celui de ses rapports institutionnels avec les gouvernants et celui de sa programmation.

On note en premier lieu un maintien quasi-intégral du cordon ombilical qui relie la chaîne (via sa tutelle, le ministère de la Communication) au pouvoir exécutif ; un fait à ce titre symptomatique : pas moins de huit directeurs généraux ont accompagné les changements de chefs du gouvernement depuis 1990. Si, institutionnellement, depuis le décret sur l'organisation de l'ENTV de 1986, la tutelle exercée sur l'entreprise relève de la prérogative du ministre en charge de l'Information, les pressions politiques qu'elles a subies ressortissent à diverses sources. Ces pôles éclatés peuvent être fortement concurrentiels à certaines périodes, y compris entre le chef même de l'État et son Premier ministre⁽³¹⁾. Le terrain des affrontements et les prérogatives des agents n'étant pas explicitement codifiés, les ressources en termes de gratifications matérielles et ce que peuvent mettre en œuvre les divers *donneurs d'ordres* sont en dernière instance les plus déterminantes.

Sur le plan de la codification réglementaire, les relations avec la tutelle ont été soumises à plusieurs réformes. Le décret du 20 avril 1991 portant sur le statut de l'ENTV devait permettre aux journalistes, par l'ouverture du conseil d'administration à leurs représentants élus (art. 14), d'influer sur les grandes orientations de l'entreprise. Ce texte réformateur n'a pas été mis en application dans le contexte effervescent de la montée en puissance de l'opposition islamiste (Mostefaoui, 1995). La mise en œuvre des orientations de la tutelle a été, depuis le début de cette décennie, marquée par une navigation à vue et plusieurs changements. Nous voulons garder en mémoire ici les faits suivants. Des réformes audacieuses ont été réalisées avec la complicité de Abdou Benziane, le seul professionnel qui ait été appelé à diriger la chaîne et le seul

(30) Dernier (?) assassinat en date, Louisa Aït-Adda, le 29-6-97 à Alger.

(31) Suite à un article lui reprochant sa pesante tutelle sur la gestion de l'ENTV, Kasdi Merbah, patron de la sécurité militaire de l'indépendance à la fin de la décennie soixante-dix, Premier ministre de novembre 1988 à septembre 1989, écrit au quotidien *El Watan* (2-3-90) : « L'ex-Président Chadli avait eu tout le temps – près de dix ans – pour s'assurer un contrôle sans partage, par l'intermédiaire du service presse et information de la Présidence sur la télévision nationale, et particulièrement le journal télévisé. Tous les moyens étaient mis en œuvre et utilisés pour parvenir à cette fin : nominations, promotions, attributions de logements, de véhicules, participation à des voyages officiels, frais de mission, etc. ».

aussi à avoir donné sa démission pour la quitter (mars 1994). Lui succéda Z. Zemzoum, homme du sérail, qui n'hésita pas, non seulement à rogner sur les acquis enregistrés en matière de participation des professionnels à la politique de programmation, mais aussi à prendre des décisions de gestion ruineuses pour l'entreprise⁽³²⁾, cela au moment où un pactole lui était fourni par le budget de l'État pour porter l'image algérienne (*Algerian Television*) à l'étranger via *Eutelsat*. Sous son contrôle direct fonctionna une commission chargée du « suivi et du visionnage des programmes ayant pour objet le traitement des questions politiques, historiques, religieuses, éducatives et culturelles ». Exit le *direct*, et le directeur général – en délicatesse avec la justice pour détournement de fonds publics. Le successeur, nommé administrateur (mai 1996 : M. Houyou) est un expert en télécommunications, remplacé en septembre 1997 par un présentateur de JT, « qui a su traverser sans heurts les différents régimes qu'a connus le pays »⁽³³⁾. À travers la grille actuelle, passée pourtant à 24 h/jour dont 25,30 % de rediffusion, on n'a pas de signes probants que l'orientation imprimée à la chaîne rende suffisamment compte de l'évolution des préoccupations du pouvoir d'État (contrer les télévisions étrangères et l'idéologie islamiste) et des publics à la recherche d'une télévision de proximité.

Au niveau de la programmation, on enregistre des ouvertures sur les problèmes de société et des fenêtres d'expression pour les représentants des oppositions politiques. Il nous paraît important de retenir trois d'entre elles : la programmation de magazines de société en phase avec les attentes des publics ; des magazines d'information et l'organisation d'émissions de débats politiques qui ont ponctué les campagnes électorales, et enfin l'édition, depuis le 7 juin 1995, d'un journal télévisé en langue *tamazight* (berbère). Il s'agit d'abord des magazines *Hiwar*, *Reflets*, *Quabsa Chemma* du caricaturiste Slim. Programmées en 1990-91, ces émissions ont permis l'entrée de la société algérienne dans sa télévision – et *vice versa*. Sujets de société, débats politiques entre leaders des nouvelles formations, ces magazines ont pour la première fois ouvert des fenêtres à l'expression de la diversité culturelle et politique des publics – non sans quelque cacophonie, voulue sans doute par les gérants du système pour réduire en les relativisant aux yeux des publics les discours en compétition. Sur les problèmes de société, des professionnels ont pu jusqu'à présent garder une marge de liberté de ton, mais l'entrée des représentants de l'opposition sur les plateaux de l'*ENTV* (et la couverture qu'elle fait de leurs activités) est, depuis 1992, soumise à un tamis plus serré. Il en a été ainsi lors des campagnes qui ont précédé les derniers scrutins : élections présidentielles (novembre 1995), révision de la Constitution (novembre 1996) et législatives (juin 1997). Le rituel adopté, à chaque fois, a consisté à ouvrir virtuellement un champ d'expression aux partis politiques légaux. Constamment récurrente dans les discours, la voix de la majorité présidentielle a dominé les autres. Si les quatre candidats aux présidentielles ont eu (minuté !) leur temps d'antenne, la voix du président en exercice ne quitte pas les programmes d'information. Ainsi pour les législatives, un parti créé quelques semaines avant le scrutin pour représenter cette

(32) Cf. *La Nation*, n° 144, semaine du 23 au 29 avril 1996.

(33) *Le Matin*, Alger, 1^{er} octobre 1997.

majorité présidentielle (majoritaire actuellement dans les deux chambres parlementaires) n'a cessé d'occuper l'écran – par la couverture offerte à ses *leaders* actifs dans l'administration, ceci en plus de son temps d'antenne.

Signe des temps de la décennie quatre-vingt-dix : à travers la presse nationale sont librement fustigés les manquements de l'*Unique et inique* (l'ENTV) aux règles de la déontologie professionnelle, à la liberté de communication et à l'indépendance envers le pouvoir politique en place et les factions politiques. C'est abondamment le cas avant les scrutins mais aussi au titre du droit de rectification pour mensonge et diffamation⁽³⁴⁾.

Pour les pouvoirs publics, la production et la programmation (à 18 h) par l'ENTV d'un journal télévisé en *tamazight* participe d'une double volonté : répondre aux revendications pressantes du mouvement culturel berbère et à celles de deux partis politiques entreprenants, et utiliser là d'autres ressources pour contrer la mouvance islamiste terroriste ou légale. Au cours de deux années d'existence, par recoupement de diverses sources avisées, constat est fait que ce JT reçoit un succès remarquable, particulièrement en Kabylie, dans les Aurès et à Alger. Cela est manifeste en particulier chez les publics berbérophones non instruits, réduits jusque-là à suivre des images parlant arabe littéraire ou français. Il a rapidement pris aussi la fonction du programme/miroir⁽³⁵⁾. Cependant, il suscite des contrariétés : alternance des parlers berbères (kabyle, chaouie, mozabite) et parfois l'arabe classique, utilisation trop fréquente des mêmes images qu'au JT de 20 h, et surtout caractère empesé et cérémonial de la présentation. Si la marque de fabrique de ce JT demeure celle du 20 h, la prise en charge de sa production par le haut commissariat à l'amazighité, comme elle est annoncée officiellement, peut augurer d'une évolution fructueuse d'un moyen important de réappropriation du patrimoine culturel national.

Modes de fabrication du sujet « conflit algérien »

Il s'agit ici d'interroger quelques aspects des modalités du traitement journalistique du conflit algérien mises en œuvre par les télévisions nationale et étrangères, en faisant ressortir les spécificités de chacune. Dans le cas de l'ENTV, la piste privilégiée est de montrer divers indices de la forte interpénétration entre les modèles culturels qu'elle a diffusés avec ceux des promoteurs de l'islamisme politique, en particulier jusqu'en 1995. Pour les chaînes françaises – et parce qu'elles le revendiquent bruyamment – notre examen tentera de mettre l'accent sur les limites de leur prétention au « modèle de compétence fondé sur l'objectivité et la maîtrise des technologies mises au service de l'information la plus rapide et la plus directe »⁽³⁶⁾.

(34) Cf. notamment la lettre ouverte au D.-G. de la chaîne écrite par le président du FFS et publiée par *La Nation*, n° 163, du 3 au 9 septembre 1996.

(35) Historique pour les berbérophones, c'est dans un JT de *France 2* (janvier 1997) qu'ils auront vu les premières images d'une œuvre de fiction parlant kabyle (lancement à Paris de *La colline oubliée* de Bouguermouh, d'après le roman de M. Mammeri).

(36) MERCIER, 1996.

Sur l'ENTV : des positions confuses et fluctuantes face à l'islamisme politique

Les usages du média télévision par les gouvernants algériens depuis l'indépendance indiquent l'imbrication forte du discours religieux dans le discours politique. La montée en puissance de l'islamisme politique dans la société s'est effectuée en trois principales étapes : d'abord celle de la mise en circulation de l'idéologie, et des mots d'ordre de l'agitation, à partir de la fin de la décennie soixante-dix, et culminant par leur mainmise massive sur les municipalités (gagnées en mars 1991) ; la seconde se situe entre cette occupation des édifices publics (avec leurs précieuses ressources matérielles) en plus des mosquées et l'instauration de l'état d'urgence de février 1992 ; à cette date est enclenchée la troisième phase, celle de l'action terroriste et de la guérilla urbaine et rurale pratiquée comme vecteur essentiel de propagande ; l'horreur du conflit armé et la normalisation institutionnelle ont porté au devant de la scène et sur l'écran de l'ENTV d'autres figures de cette mouvance.

Dans sa première phase, l'idéologie de l'islamisme politique a supplanté progressivement et profondément la vulgate marxiste/baâthiste du FLN, non seulement à travers les retransmissions des séminaires islamiques, causeries religieuses, appels à la prière, mais aussi les journaux télévisés. Même si la télévision nationale était chargée de discours islamistes, elle ne reconnaissait pas pour autant en tant qu'acteurs d'opposition les figures les plus influentes de cette mouvance⁽³⁷⁾. Pas plus que les autres en tout cas.

Dans un tout autre scénario que celui imposé par les chars de Boumedienne, au petit matin du 19 juin 1965, à l'Office du Boulevard des Martyrs, la seconde phase de cette évolution a permis une entrée par effraction *soft* ou *normale* – pour reprendre le terme alors en vogue à Alger – des promoteurs et porteurs de l'idéologie islamiste. Durant cette période charnière, annonciatrice d'une nouvelle donne, les leaders de cette opposition, qui avaient déjà tissé un maillage de la population la plus engagée avec leurs mots d'ordre, ont su et pu (grâce au soutien du régime), plus que toutes les autres factions d'opposition (marginalisées par le pouvoir : communistes, berbéristes, libéraux, trotskistes, etc.) capitaliser à leur nom les émeutes menées par les jeunes d'Alger, début octobre 1988, pour tout simplement dire « *ça suffit !* » à la *hogra* (arrogance) de la nomenklatura FLN. La mise en scène du FIS – et des deux autres partis de la mouvance : Hamas et Nahda⁽³⁸⁾ – d'octobre 1988 à décembre 1991 – a connu une irrésistible ascension. Vedette principale sous les feux de la rampe de cette

(37) Ni du maquis de Bouyali, dès 1982, ni de l'enterrement de cheikh Sahnoun (l'un des principaux chantres du mouvement dans les décennies soixante-dix et quatre-vingt) qui a drainé des foules.

(38) Du matériel attend les historiens qui examineront les recettes de fabrication quotidienne de la culture de la haine et du refus de la modernité en réponse à la *hogra* (mépris du peuple) menée depuis l'indépendance et accentuée sous le règne Chadli. Notons, comme illustration prémonitrice, ce « trait d'humour », nourri de la « mystique de l'arme blanche » du leader du parti *Nahda* (resté jusqu'à présent dans le processus électoral sous l'acceptation « d'islamiste modéré »). Interrogé (à quelques jours de son passage à l'émission de télévision *Face à la presse*), par le fin chroniqueur du petit écran S.A. Semiane, sur sa position à l'égard de la pénétration dans la société des antennes paraboliques, Cheikh Djaballah répondit froidement : « Prenez par exemple un couteau. Cet instrument vous permet d'éplucher des pommes de terre... Mais n'oubliez jamais qu'il peut aussi vous permettre de tuer ». (*Algérie Actualité*, 28-11-90). Dans le décompte des gorges tranchées depuis, comment situer ce type de jeux de mots ?

mise en scène, le leader du FIS, Abassi Madani, avait pour tâche – avant les élections municipales de mars 1990 – de rassurer les larges franges d'indécis et/ou sceptiques par rapport à son programme. Ainsi à l'émission de télévision de grande écoute «Face à la presse» (27-2-90), il affirme imperturbable : «Je suis pour le multipartisme». Son jeune adjoint Ali Belhadj était chargé quant à lui, pendant ce temps, de clamer haut et fort dans les meetings et les mosquées : «La démocratie est *kofr*» (illicite au regard de la religion).

Depuis l'instauration de l'état d'urgence, le FIS est dissous, ses représentants n'ont plus accès à l'ENTV, alors que des formations de la même mouvance (Hamas, En Nahda), qui rejettent officiellement le terrorisme et participent à la compétition électorale (et au gouvernement pour le premier parti cité) y sont visibles – autant sinon plus que les autres. La règle principale du jeu actuellement en cours semble de faire passer, dans la confusion toujours⁽³⁹⁾, par tous les *agents* une lecture moderne du Coran : dans les prêches, les appels à la prière et les discours des islamistes «modérés». On a noté aussi, dans cette période, des séances télévisées d'entretiens-interrogatoires de terroristes repentis – à l'instar des pratiques de la télévision égyptienne (Khoury, 1996) – et des spots d'appels à la mobilisation populaire lancés par des groupes d'autodéfense. Ces spots entrecourent des programmes de fiction et précèdent les JT.

Un déterminant structurel sur France 2/TF1 : le poids de la mémoire coloniale

Une caractéristique commune importante existe tant pour *France 2* que pour *TF1* : le *sujet conflit algérien* fait partie des priorités rémanentes, même si c'est en dents de scie. Sa médiatisation ressort d'abord d'une mémoire coloniale sur laquelle se greffent des initiatives imprimées par une stratégie (plus ou moins clairement décelable dans le temps) d'action audiovisuelle extérieure⁽⁴⁰⁾. Les modalités dans lesquelles le sujet est construit ressortent d'un substrat encore très prégnant de la longue colonisation française de peuplement en Algérie, de la guerre tragique qui l'a ponctuée sept années durant et des déchirements subséquents. Le slogan *Deuxième guerre d'Algérie* – lancé par des éditorialistes parisiens dès 1991 – fait sens pour indiquer la part du reflux à l'égard des violences physiques générées par cette tranche commune d'Histoire⁽⁴¹⁾. La dualité des regards croisés franco-algériens trouve dans les journaux télévisés tels qu'ils sont fabriqués et regardés des signes d'une «persistante colonisation de l'Histoire» (Balibar, 1998), en particulier au

(39) Responsable novateur et éphémère de l'ENTV au début de la décennie, chroniqueur avisé de l'audiovisuel et de la scène publique, Abdou Benziane relève ainsi la constance du télescopage des discours politiques et religieux : «Le terrain religieux est de nouveau convoqué maladroitement et investi, y compris par ceux dont la vocation et la mission sont de maintenir la religion loin du politique. Le communicateur, le ministre et le wali (préfet) se prennent pour des imams doublés de voyants» (*El Watan* 8-11-97).

(40) On notera cependant une relative sous-représentation des correspondants permanents des média français par rapport au *poids* du sujet dans l'actualité et à ceux travaillant pour d'autres pays, y compris en 1997-98 où les risques physiques sont moindres. Pour la télévision seule *France 2* a son correspondant, alors que c'est le cas pour deux chaînes allemandes (*ARD* et *ZDF*). La presse écrite est représentée par *L'Humanité* et *Le Figaro*, alors que pour l'Allemagne on enregistre trois publications.

(41) On rejoint ici l'idée de LAIDI (1997-b) qui voit dans les limites de la médiatisation du conflit algérien en France essentiellement «une stratégie collective d'évitement qu'aucune technologie ne peut à l'évidence modifier».

niveau de la perception de la frontière. À partir de ce moule, les deux chaînes montrent dans les modes du traitement du conflit algérien plus de points communs que de différences – en particulier depuis que les menaces et actions terroristes de la mouvance islamiste ont pénétré la France aussi. Cette interférence de menaces et d'actions a déterminé – à l'image des rapports Paris/Alger – un repositionnement des chaînes vis-à-vis du conflit et de ses protagonistes. On peut ainsi esquisser un cheminement en trois séquences des déterminations structurelles qui ont marqué le traitement du sujet.

- De 1988 à la promulgation de l'état d'urgence de février 1992 – non sans similitude avec le *travail* de l'ENTV –, les chaînes françaises ont saisi au vol le sujet hautement sensationnaliste et porteur dans les auditoires qu'est le feuilleton de la montée en puissance du FIS avec ses deux vedettes : le *sage* Madani et le Savonarol Belhadj – qui ont pu engranger *là aussi* une visibilité surdimensionnée. La position des chaînes hexagonales a tendu, *grosso modo*, à les présenter comme les légitimes successeurs du régime FLN.

- Dans la seconde séquence, de 1992 aux attentats de Paris de 1995 – ponctuée par une ferme prise de position du ministre de l'Intérieur sur *TF1* en novembre 1993⁽⁴²⁾ –, on observe des positions de critique marquée à l'endroit du pouvoir militaire qui réprime *une opposition démocratiquement élue*. Les dangers réels pesant sur le travail de reportage de terrain ont permis – sans véritable réserve déontologique, ni des chaînes, ni des organisations de la profession – la diffusion renouvelée de cassettes de propagande du GIA, dans les premiers temps, comme autant d'*exclusivités* (et sans précaution de marquage de l'identité des *documents*) sur les maquis de la guérilla⁽⁴³⁾.

- Depuis est adoptée généralement une posture de retrait tant chez les reporters que chez les présentateurs de JT des deux chaînes vis-à-vis des protagonistes. Au début de l'année 1997, s'est esquissée dans les discours d'information une nouvelle humilité par rapport à la complexité des enjeux.

Les déterminations en fonction des rapports diplomatiques Paris/Alger sont plus saillantes dans le cas de la chaîne publique *France 2*. Elles ressortent d'une triple influence : Élysée, Affaires étrangères et Intérieur. Cette tricephalie est plus lisible en périodes de gouvernement de cohabitation – avec une pointe, en 1993, déclinant des dissonances entre les *lignes* Juppé/Pasqua/Mitterrand. Les dissonances expriment, en fonction des intérêts politiques (sinon électoraux) du moment des facettes de la diversité des positions de la société civile française à l'égard de l'ancienne colonie et des flux migratoires consécutifs à son indépendance. Cet héritage de l'Histoire est porté physiquement par au moins cinq à six millions de Français, n'ayant pas « la même perception du passé colonial » (Stora, 1997), mais engagés ensemble « dans un conflit de mémoire » que l'extrême droite ne cesse de vouloir constituer en vivier.

(42) Sur le plateau d'un JT de *TF1* en novembre 1993, le ministre français de l'Intérieur Charles Pasqua s'insurge contre le présentateur PPDA qui s'est ingénié à vouloir le mettre en communication, en duplex à Bonn, avec le porte-parole du FIS au motif « qu'on ne dialogue pas avec des terroristes ».

(43) Mieux vaut tard que jamais : ces clichés seront repris aux marchands de pellicule proches des GIA, à partir du printemps 1997, pour montrer sur les chaînes, à partir de l'horreur, à quoi ressemblent ceux qui se sentent investis « de l'exécution des volontés de Dieu ».

Notons par ailleurs que si *TF1* affiche une plus grande distance vis-à-vis de certaines obligations de réserve, la logique marchande de son statut lui trace une détermination spécifique face au conflit algérien : fonctionnant sous la manne publicitaire – et le groupe Bouygues n'ayant aucun intérêt commercial dans le pays, contrairement au Maroc⁽⁴⁴⁾ –, ses JT dépendent plus fortement des *opportunités publicitaires* à conquérir avec le sujet, en activant les recettes de fabrication sensationnalistes⁽⁴⁵⁾.

Or noir et wahabisme via MBC : exorciser l'islamisme politique

Après avoir *gagné* la guerre du Golfe en 1991, la famille royale d'Arabie Saoudite succombe à une double tentation : durer physiquement et exporter⁽⁴⁶⁾ avec la bénédiction de la rente pétrolière une idéologie qu'elle n'a pas créée, mais qu'elle estime devoir contrôler, car déjà prégnante sur l'aire islamique – sous la houlette de Téhéran. Pour la monarchie saoudienne, et les autres palais de cette aire, l'enjeu devenait « comment combattre un « fléau » dont on est le premier bénéficiaire ? »⁽⁴⁷⁾. La chaîne de télévision *MBC* – dont le lancement intervient en septembre de la même année – a été conçue comme le vaisseau amiral de cette bataille. Des déterminations peuvent être repérées dans ses programmes indiquant l'instrumentalisation de la religion opérée en concurrence avec l'Iran et l'Égypte. Dans ce contexte, les journaux télévisés de la chaîne (6 rendez-vous d'information par jour) ressortent bien d'une politique audiovisuelle extérieure très ambitieuse et s'en donnant les moyens, financiers du moins. Le conflit algérien est pour la famille royale wahhabite (Ryadh), propriétaire de *MBC*, l'épreuve principale – depuis le conflit du Golfe – qui peut lui permettre d'élargir sa zone d'influence. Le mode de traitement mis en œuvre par la chaîne londonienne n'a pas varié. Le regard généralement jeté par la chaîne sur le conflit et les protagonistes voudrait convaincre que le régime militaire assume l'essentiel sinon la totalité des responsabilités, et est inique tant il réprime les défenseurs de *la* religion, donc le peuple. Dans cette perspective, le discours cherche à accréditer le postulat que les familles royales et princières du Monde arabe – descendantes du Prophète – seraient *ipso facto* immunisées contre l'islamisme armé⁽⁴⁸⁾. Le siège de *MBC* à Londres constitue aussi pour la chaîne wahhabite un déterminant structurel d'importance. Avec ce choix, les pétrodollars lui donnent la capacité de mettre en œuvre des ressources de savoir-faire (elle recrute dans la diaspora arabe résidant en Europe et débauche des compétences des télévisions nationales) et des modèles

(44) *TF1* et *France 2* demeurent révérencieuses envers le Palais royal. Le groupe Bouygues y a des intérêts dans le bâtiment : la plus grande mosquée d'Afrique à Casablanca.

(45) Option est prise dans ce texte de noter essentiellement les caractéristiques communes des deux chaînes, et qui les distinguent de *MBC*.

(46) Les deux bras séculiers de cette recherche de leadership sont basés à Genève : la Banque islamique de développement (dirigée par le fils de l'ancien roi Fayçal) et Dar El amal El islami (Maison des finances musulmanes).

(47) M. BH. *El Watan*, 19-3-1998.

(48) Le rituel du discours de *MBC* relève de l'exorcisme : jeter un voile sur les manifestations de l'islamisme politique ailleurs dans le monde arabe (Égypte, Maroc, Tunisie et en Arabie Saoudite même) semble pour les programmeurs de la chaîne le seul moyen d'éloigner le péril du royaume.

éditoriaux bénéficiant d'aura de crédibilité, attendus dans les pays arabes sous l'empire de régimes autoritaires⁽⁴⁹⁾. Londres pour *MBC*, c'est en même temps la capitale des télévisions satellitaires, de l'islamisme politique, et du droit au multiculturalisme. C'est aussi le foyer d'une presse panarabe florissante (financée essentiellement par les pétrodollars) et qui n'hésite pas à emprunter certaines recettes sensationnalistes de la *guter press* britannique (cf. le quotidien *El Hayat* sur les actions du (des) GIA, de la *Gemaât islamiya* égyptienne, et autres acteurs de la mouvance en activité ailleurs sur l'aire islamique.

Construire une fiction : les ninjas face aux barbus, exit l'Algérie

Dans le traitement du *sujet conflit algérien* par *France 2/TF1 – MBC* y reprenant de nombreuses recettes – ressortent quelques caractéristiques rémanentes. Elles relèvent de deux catégories : d'une part de ce que l'on peut appeler la *machine médiatique* fonctionnant sur « les deux principes de crédibilité démocratique et de captation » (Charaudeau, 1997) présidant à la conception des JT dans le contexte du régime libéral, d'autre part de la spécificité du sujet lui-même.

« On ne dit plus reportage mais sujet » (Brusini, 1996), cette observation d'un grand *fabricant* de JT (qui l'énonçait avec dépit) montre bien comment le mode de fabrication et de présentation du genre détermine l'adoption du menu et du temps (jamais *assez court*) imparti aux sujets. La règle cardinale est de disposer d'un « support fictionnel riche » (Mercier, 1996) pour capter et retenir les téléspectateurs les plus prompts à zapper. Cette recherche du sensationnel à tout prix vise à fabriquer des symboles ou des stéréotypes. Exemple : août 1995, l'algérienne Hassiba Boulmerka est victorieuse aux 1 500 m de Göteborg. Le présentateur de *France 2* l'interroge : « Est ce que vous ne pensez pas que cette victoire a un sens pour les femmes algériennes *qui vous regardent* ? » Hassiba : « *Le sport c'est le sport, la politique c'est la politique.* » Et le présentateur d'asséner : « *On a dit que vous avez reçu des menaces, que vous étiez protégée ?...* » Hassiba : « *Laissez moi savourer tranquillement cette victoire loin de la politique.* ». L'entrée de l'actualité algérienne dans les JT (de *France 2/TF1* plus que dans ceux de *MBC*) est *formatée* à travers ce « tamis structurel ». Résultat ? Sous cette pression technique, « la valeur ajoutée (des reportages) par le traitement journalistique » (Besse, Desormeaux, 1997), pourtant enseignée comme une des premières règles dans les institutions de formation, ne cesse d'être réduite.

(49) Il est intéressant d'examiner par ailleurs comment la chaîne anglo-saoudienne traite l'actualité des pays arabes : positions révérencieuses à l'égard des monarchies et des Émirats – doublés de publi-reportages promotionnels –, obligations de réserve envers Tunis et Le Caire. Les décisions (coûteuses et de prestige) des capitales arabes de faire monter sur satellite un programme télévisuel (même modeste) semblent répondre davantage aux interférences de *MBC* que des chaînes strictement occidentales. Notons aussi les capacités de la chaîne de l'émirat du Qatar (*Al Djazira Satellite Channel*), lancée en 1995, de concurrencer *MBC* sur le plan des programmes d'information avec ses initiatives de faire appel à des intervenants aux postions diverses sur l'actualité du monde arabe. À suivre.

Les JT des chaînes étrangères fonctionnent comme des machines à réduire la complexité du conflit et de ses enjeux et/ou déformer les jeux des protagonistes. Des actions de solidarité parties de la société française ne sont généralement pas reprises. La fermeture de « ce cercle vicieux ne permet pas une information non programmée sur la situation en Algérie » (Bourdieu, 1996). On observe un temps d'antenne important consacré à des images sans valeur informative (tirées d'archives et rediffusées à satiété) sur lesquelles le commentateur fait la synthèse de dépêches d'agences, ou du quotidien sensationnaliste *El Hayat* pour MBC⁽⁵⁰⁾, « le tout adaptant l'information à la logique des clips » (Mercier, 1996) – pour donner une satisfaction visuelle aux auditoires et l'illusion du reportage de terrain.

Au sujet du refus/évitement des Algériens à *se donner* aux caméras de la télévision (nationale et étrangères), notons les diverses raisons soulevées lors de l'enquête : sécurité personnelle ; refus de jouer avec des montages dont on a déjà vu le type de déformation subie à la diffusion ; refus de répondre à des questions que les gens ne se posent pas dans la réalité, etc. La tentation pour l'équipe de reportage est (comme il faut bien revenir avec quelque chose) de se rabattre sur ce qui peut être ramassé le plus vite possible et qui va plaire au programmeur de la trame fictionnelle⁽⁵¹⁾. Dans cette logique, la faute éthique extrême est « le bidonnage »⁽⁵²⁾ : l'année 1996 a donné à l'un des plus grands magazines d'actualité (La marche du siècle, *France 3*) l'occasion d'offrir une illustration caricaturale de ce travers sur le thème Islam et banlieues en maquillant des barbes... Notons que le procédé couramment utilisé par *France 2* et *TF1* (entre 1992 et 1996 surtout) de masquer les personnages comme aussi les cadres de l'énonciation de leurs opinions, de leurs sentiments et/ou de leurs actes, en même temps qu'il tend à imposer – encore plus – le présupposé que cette parole (apparemment) interdite est la vérité.

(50) Le 20 août 1996, le quotidien saoudien de Londres lance la fausse nouvelle d'un massacre de 68 voyageurs d'un bus dans l'Est du pays. Reprise sur MBC immédiatement, elle l'a été aussi sur les chaînes françaises avant d'être rectifiée. Le journal s'est aussi fait la réputation d'une officine « d'authentification » des documents du GIA. Cf. la lecture faite d'une cassette vidéo dans un de ses articles repris par *Courrier international* (du 19 au 25 septembre 1997).

(51) Illustration des règles « faire très court » et présenter un produit qui puisse capter le téléspectateur : T. Thuillier, envoyé spécial par *France 2* pour couvrir la campagne des législatives n'arrive pas à présenter d'autres propos à son micro-trottoir (le 2 juin 1997, après l'explosion d'une bombe dans un marché de la Casbah) que ceux cinglants d'une dame : « Il faut passer à l'action ! » T.T. : « c'est à dire ? » La dame : « Vous voulez que je vous fasse un dessin ? » Quelle possible mise en perspective ? Il faut noter aussi que l'argument souvent avancé d'une surveillance trop forte des agents de protection – notamment depuis 1995, avec la préoccupation des gouvernants de rechercher une meilleure image à l'étranger – n'est pas à l'origine de ce type de question, et moins encore du montage qui en découle.

(52) Il en est ainsi des interférences de certains *grands reporters* opérant dans des titres prestigieux européens de la presse écrite et dont la production est dite de terrain. Ces produits sont supposés fournir aux rédactions des JT matériau et clefs de décryptage du conflit. Ainsi du reportage commis par R. Fisk du quotidien britannique *The Independent*, et repris/amplifié par *Courrier International* (n° 319, du 12 au 18-12-96). Intitulé « L'Algérie du GIA » le texte est présenté comme « une source d'informations unique sur la quotidienneté du pays ». Le *grand reporter* nous conte *mordicus* qu'il a pu rencontrer – pendant plus de deux heures –, dans le palais d'Alger *El Djazair* (ex-St George), un chef de la « guérilla islamiste, entouré de ses gardes du corps, ses agents armés postés dans le hall d'entrée, ses miliciens devant les grilles ». Ce *scoop* – tout chaud et pimenté entre le *scotch* et le *couscous royal* – pourrait prêter à sourire n'eût été le caractère tragique de la situation. De Londres toujours, *The Observer* (10 novembre 1997) – la veille même de l'organisation à Paris de la

On note aussi, une logique très forte du système argumentaire de l'*allodoxia* ⁽⁵³⁾ dans la présentation de la structure et des protagonistes du conflit. Le décor et les acteurs semblent immuablement (naturellement?) *plantés* autour de la présentation des positions les plus antinomiques : militaires/terroristes, athées/intégristes, francophones-occidentalisés/islamistes-moyen-âgeux, etc. *Exit* l'Algérie profonde et millénaire. Ne relevant pas du « visible immédiat » (Leblanc, 1997), aucun direct ne pouvant la capter en un court reportage, la formation de la société civile et les ressorts nouveaux et complexes de ses conflits ne sont jamais rendus dans les JT. La règle d'or est de « profiter d'un intérêt créé par l'actualité » ⁽⁵⁴⁾. La configuration de la scène fait l'impasse sur la société, excepté quand on l'invoque dans son rôle *virtuel* de martyr.

Sur *MBC*, l'image de la société algérienne est présentée dans une uniformité encore plus marquée : n'y sont reflétées ni les premières expressions de sa pluralité culturelle et politique, ni les actions diverses des courants qui la représentent. Le catalogue des atteintes à la liberté d'information ne fait ressortir que celles émanant du pouvoir d'État et des militaires : la terreur de la politique « du sabre contre la plume » est évacuée. Comptabilité de l'assassinat des journalistes est faite, mais au téléspectateur sont mal rendues les dimensions du combat de la corporation pour la liberté de la presse. La dynamique est réduite aussi dans les rapports des organisations internationales à vocation de défense de la liberté de la presse (Mostefaoui, 1997, 2).

Le mode de traitement du conflit algérien sur *France 2/TF1* a évolué depuis le printemps 1997, et plus remarquablement au début de l'année 1998. On observe des tentatives de rendre compte d'une façon moins stéréotypée de la vie réelle des Algériens qui semblent partir d'une plus grande prise de conscience de la complexité de la situation et des enjeux en cours. La dimension inhumaine des atrocités commises contre les femmes et les enfants semble jouer comme un déclic qui réduit significativement les prétentions de la mouvance islamiste armée à rentrer dans la compétition politique. Si l'autoritarisme et la confusion des militaires continuent d'être pointés ⁽⁵⁵⁾, une autre réalité l'est aussi : les *promoteurs civils* de l'islamisme (FIS) n'ont plus prise sur le déroulement du conflit et la nébuleuse des groupes terroristes (qui revendiquent en même temps les attentats et l'*orthodoxie* du mouvement) n'offre pas de figures alternatives acceptables. On note aussi des essais de rendre compte

(Suite note 52)

première manifestation de solidarité avec le peuple algérien – lance un *scoop* sur des « révélations d'agents algériens exilés » impliquant les services d'Alger dans les attentats parisiens de 1995. *Le Monde* (12-11-97) relève les incohérences grossières de l'enquête. Comment peut-on abuser autant de la crédulité des publics dans le pays où John Milton a lancé son célèbre manifeste *Aeropagetica* (1664) pour la liberté d'imprimer ?

(53) MERCIER, 1996, définit ainsi ce système : « Les journalistes opposent souvent deux idées en cherchant à avoir le contrepoint, selon une logique physicaliste de l'équilibre par la symétrie ».

(54) SANCHEZ-JANOWSKI, 1994. La similitude est frappante quand l'auteur précise la règle dans le cas des gangs à Los Angeles : « plus le crime commis est violent, plus il a de chances de figurer aux actualités du jour ».

(55) Sans que dans aucune des deux rédactions soit consacrée quelque analyse sur les forces en conflit. Reprises des commentateurs de la presse écrite, les présentateurs vont plutôt asséner *abrupto* des hypothèses vagues « Des sources font part de profondes divergences entre les militaires quant à l'attitude à prendre face aux islamistes » (B. Masure, *France 2* le 4-09-97).

d'une façon *moins virtuelle* de l'horreur. Cette nouvelle facture a pris son essor en 1997 sur *France 2*, lors de l'Aïd à Alger (février); et en mai deux reportages⁽⁵⁶⁾ sur *France 2* et un autre sur *TF1* ont montré des rescapés après le massacre de 93 personnes à Bougara (village en Mitidja) : des personnes vivantes disent sans masque l'horreur du quotidien, mais aussi la vie qui continue, leur mouvement de résistance contre cette *Malédiction* (Rachid Mimouni). On croit percevoir dans ces derniers reportages une volonté des reporters de prendre les téléspectateurs à témoin (Leblanc, 1997) des faits tragiques dont ils rendent compte. Le traitement de l'actualité couverte semble chargé d'une nouvelle humilité chez les journalistes (complexité des enjeux et des acteurs du conflit : la recette de l'*allodoxia* fausse l'approche) et un sens plus marqué d'une mission professionnelle à accomplir⁽⁵⁷⁾.

Fast thinkers et boule de cristal : où sont passés les passeurs ?

Par rapport au temps d'antenne du sujet, la part prise par l'expression des acteurs de la scène publique est extrêmement réduite – excepté dans la phase 1988-1992 où le duo Madani-Belhadj était sous les feux de la rampe. La visibilité des représentants de l'opposition est brouillée. La mosaïque des tendances et sensibilités politiques et culturelles nées des émeutes d'octobre 1988 et de la Constitution de février 1989 (une soixantaine de partis (!), quelque 60 000 associations enregistrées, etc.) ne peut bien sûr pas être rendue par des JT étrangers. Mis à part des *zooms* sur tel ou tel chanteur ou athlète (Matoub, Baziz, Boulmerka, Morcelli...), la pluralité des voix de la société entre dans une *spirale du silence*. Car les vedettes présentées – dont on salue par ailleurs non seulement le courage mais aussi le talent – ne peuvent malheureusement délivrer que des messages de registre émotionnel, qui cadrent trop bien avec ce que recherchent justement les concepteurs des JT. Légitimes et précieux, ces témoignages sont indispensables (toucher les sensibilités) mais insuffisants (pour expliquer). *Exit* la connaissance et la pensée sur les antennes ! Jamais un portrait ou une interview d'intellectuel algérien résidant dans le pays⁽⁵⁸⁾ n'est venue apporter aux JT des clefs de décryptage des nouvelles *télé-telex*. La trame fictionnelle à tisser n'accepte (et ne recherche même) que des *fast thinkers*

(56) Les reportages programmés par *France 2* (4-06) et *TF1* (8-06) sont de facture inédite sur le conflit. Réalisés à froid, on y perçoit la préoccupation de restituer avec l'ampleur du drame le contexte de son déroulement. L'une des qualités du document de P. Lhémonière (*France 2*) réside dans les visages (à découvert) des rescapés, hommes et femmes.

(57) Ainsi, T. Tuyllier, envoyé spécial de *France 2* (27 septembre 1997, après le carnage de Bentalha : deux cents personnes assassinées, 85 officiellement). Images de cimetière, il relaie sons et visages des parents et survivants : « comptez les tombes pour dire les vrais chiffres ». L'équipe de télévision est sommée de témoigner avec son intime conviction.

(58) Cette production locale de connaissance, dans des conditions matérielles et morales dramatiques, trouve une surface d'expression dans la précieuse revue *Naqđ, Revue d'études et de critiques sociales*. Daho Djerbal, l'un de ses principaux animateurs, écrit dans sa lettre de la rédaction du n° 10 (1997) : « Il existe encore quelques travaux éminemment positifs produits par des intellectuels qui ont continué de "moissonner sur une terre en feu" sans que cette notion ait une connotation géographique. Ceux-ci engagés dans l'effort libérateur de la pensée arabe poursuivent leur œuvre ; en dedans des frontières comme en dehors, ils s'attaquent sans relâche aux tabous et aux interdits des discours établis et dévoilent ce que les sociétés arabes se cachent à elles mêmes. La revue a ainsi offert un cadre de liberté de création et d'expression à tous ceux qui pensent que plus rien ne justifie que les sciences de la société soient mesurées ou légitimées par les pouvoirs ».

(Bourdieu, 1996) : des « islamistologues » (dont B. Etienne⁽⁵⁹⁾, F. Burgat, R. Leveau et, sur le 81/2 de *Arte*, Derwisch, etc., pour *faire le point*, [en une minute!] de l'année 1997...) à portée des plateaux, en connivence avec ses recettes de fabrication (petites phrases *percutantes*) et tellement en déphasage avec les réalités. Plus grave : ils peuvent succomber à la tentation de prendre parti grossièrement et violemment – y compris par l'exercice d'écriture via la presse, censé permettre sérénité et réflexion – contre des Algériens qui ont fait passer des messages à la télévision française. Ainsi F. Burgat⁽⁶⁰⁾ décrète : « On naît (sic) islamiste ou on le devient » pour lancer une équation : cette nouvelle race d'Algériens est la digne héritière des combattants de la Libération nationale (*fellagha* / GIA : même combat). Et *in fine*, le faiseur du nouveau code de la nationalité fait tomber la *fetwa* d'excommunication nationale sur « ces dames si distinguées qui viennent incarner sur *nos* écrans la suprématie du *Carré Hermès* sur le voile islamique » et sur tel « chanteur kabyle qui *accepte* de se dire athée ».

La propulsion du sujet 'conflit algérien' – potentiellement *porteur* pour l'auteur et pour son support – sous les feux de la rampe médiatique aura aussi permis à des signatures de *se faire voir*. Crédités d'un titre académique sans avoir en réalité le sujet comme objet d'étude, des intellectuels voient dans le sujet une opportunité de « court-circuit » (Rieffel, 1992) pour la diffusion d'un message. Ce court-circuit est souvent pratiqué dans une posture floue. Si les auteurs collent à leur signature un titre académique, et utilisent des catégories d'expression afférentes, ils n'ont pas dans la plupart des cas une production sur l'objet d'étude en question⁽⁶¹⁾. Autre caractéristique du débat sur le conflit algérien au sein de l'*intelligentsia* parisienne : tout se passe comme si les écrits, pétitions, positionnements dans les manifestations, s'organisent autour de deux pôles antagonistes, et d'eux seuls. Les uns s'exprimant d'abord *contre* les autres plutôt que *sur* le conflit⁽⁶²⁾. Le procédé est de réduire les discours et actes des *concurrents*, dans un registre de questionnement clos. *Exit* l'Algérie, parce que là, elle est simple prétexte à rhétorique pour une place dans l'agora. Ainsi, B. Henri-Lévy fait le voyage en Algérie en décembre 1997, et en revient avec un long reportage pour *Le Monde*. Dans son style flamboyant – qui fait grincer des dents dans certains cercles de l'*intelligentsia* parisienne –, B.-H. L. y livre ce qui nous semble comme l'une des plus pénétrantes investigations de terrain, élaborée par une plume française sur l'Algérie actuelle, et qui, enfin, introduit l'éclairage que peut apporter une investigation journalistique portée en même

(59) Ainsi de sa prestation sur *La Cinquième*, le 22 janvier 1998 : même si le lieu d'énonciation (*chaîne de savoir et de formation*), pouvait lui permettre sérénité et réflexion pour produire de nouvelles manières de voir l'objet d'étude, le professeur de Sciences politiques répétant ses truisimes n'a pas estimé utile de mettre en phase ses opinions et engagements par rapport aux réalités.

(60) *Libération*, 14/15-1-95.

(61) Ainsi de la prise de position de S. Dayan-Herzbrun et V. Nahoum-Grappe, dans *Le Monde*, 30-01-98.

(62) DEBRAY, 1998, note cette caractéristique de l'*intelligentsia* médiatique parisienne : « Critiques et publicistes doivent se répondre du tac au tac, comme on se gratte. (...) Avise la librairie ou le kiosque le plus proche : un shérif dégaîne sous chaque couverture. Rends-moi l'étoile, et dégage, OK, man ? »

temps par le souci de comprendre et le besoin de témoigner⁽⁶³⁾. En ressortent particulièrement, dans une disposition rhétorique faite de nuances, des traces d'expression de la société civile meurtrie et toujours vivante, des images de l'effroyable carnage de villageois et, pointée en final, la lourde défaillance / incapacité du régime au pouvoir à assurer la vie des citoyens, alors que les installations des hydrocarbures sont sous système sécuritaire sophistiqué. Cette pointe contre les dirigeants algériens sera reprise au vol dans les positions de l'autre camp de l'*intelligentsia*, qui l'utiliseront (sans citer leur source bien sûr) comme argument, en faisant l'économie de l'investigation. Ainsi, l'historien P. Vidal-Naquet et F. Gèze, le patron des éditions La Découverte, signent dans *Le Monde*⁽⁶⁴⁾ une tribune, dans laquelle ils n'oublient pas de créditer moralement leur position en faisant référence à l'Appel contre la torture pendant la Guerre d'Algérie, auquel ils ont souscrit en 1957. Y sont fustigées les précédentes manifestations (marche, meeting) organisées en France en solidarité avec les démocrates algériens, au motif qu'elles posent le terrorisme islamiste comme principale source des massacres au lieu du « régime militaire dictatorial ». Pour instruire le procès, en quelques lignes, du décidément déterminant débat des *fast thinkers* « *Qui tue qui ?* », nos auteurs font par contre référence expresse – la seule du texte – à l'hebdomadaire londonien *The Observer* (cf. note *supra*). Ils y puisent l'argument massue – en faisant fi des doutes émis précédemment sur la validité de tels documents dans le même quotidien – pour charger le pouvoir d'Alger. Ils écrivent : « D'un côté, et d'abord, ce sont les forces de sécurité (armée et police) qui, au nom de la lutte antiterroriste, tuent familles et villages entiers (...). Et de l'autre, les *maquisards* des GIA (...), jeunes révoltés (sans état-major), animés *seulement* par la pure logique du désespoir » (souligné par nous).

Vite improvisés experts par les grâces combinées des marchés médiatiques et de l'édition, les *fast thinkers* font éclipse aux islamologues et anthropologues (M. Arkoun, A. Merad, F. Colonna, etc.) et autres chercheurs en acte dans le pays, dont les écrits – nécessitant forcément un doute méthodologique et une réflexion, donc une durée –, ne peuvent *passer*. La tentation extrême chez les *fast thinkers* est de ne pas se contenter de formuler à *chaud* un point de vue mais de proposer un service d'oracle sur l'avenir du pays⁽⁶⁵⁾. Notons la constance de *MBC*, de l'autre côté, à rechercher et à repercuter les discours de

(63) Un modèle de travail journalistique sur ce type de sujet est l'enquête de G. Marquès sur le terrorisme des narco-traficants colombiens : *Journal d'un enlèvement* (Grasset, 1997). Des journalistes de la presse algérienne ont livré à leurs lecteurs des reportages d'une densité remarquable sur les réseaux terroristes et le combat que leur mènent les groupes d'autodéfense. À son corps défendant, dès 1993, Abdelkrim D. a réalisé ce type d'investigation dans *El Watan*.

(64) F. GÈZE, P. VIDAL-NAQUET : « L'Algérie et les intellectuels français », *Le Monde*, 4-2-98.

(65) Les bulletins et les petites phrases des invités du matin sur *France Inter* sont matière précieuse pour les rédactions des JT, et particulièrement sur ce type de sujet, mais ils ne sont pas forcément éclairant, on a ainsi noté que le 5 juin 1997 (jour du scrutin des législatives), F. Burgat n'hésite pas à annoncer, dans le sillage de la toute nouvelle arrivée des socialistes à Matignon, « un retrait probable du soutien de Paris aux militaires d'Alger ». Et le présentateur de rappeler les dernières références éditoriales de l'oracle, et... le ministre des Affaires étrangères de renouveler, début septembre 1997, ce « soutien ». La tentation de lire dans la boule de cristal au lieu et à la place d'entreprendre d'apporter de la connaissance sur la tragédie en cours est aussi – avec toujours le souverain mépris à l'égard de l'émergence de la société civile – le fait du politologue R. LEVEAU (cf. *Le Monde* 1-11-97).

l'islamisme politique. Y sont livrées des interventions de leurs *leaders* et de ceux des formations de l'opposition favorables aux négociations avec cette mouvance dans le flot d'images reçues des agences.

Une fréquentation des journaux télévisés au prisme du regard des autres

La fréquentation des journaux télévisés étrangers est mise en œuvre par des facteurs et des mécanismes dont la durée est très récente. Prétention donc que de vouloir déjà dresser des tendances structurantes d'évolution pour la société dans son ensemble : il s'agit ici plus simplement, dans un périmètre modeste, de repérer des indicateurs qui peuvent aider à construire progressivement cet objet d'étude.

Des formes d'appropriation différenciées

Polysémique, l'image « n'acquiert son sens que dans l'interprétation, chacun apportant son histoire, ses affects, dans la lecture qu'il propose » (Mercier, 1996) : dans le même temps où les téléspectateurs algériens recherchent et découvrent des réalités de leur pays traduites par les journaux télévisés étrangers, ils sont conscients d'être, chacun à sa façon, catapultés sous les feux de la rampe de l'actualité internationale et confrontés au *regard de l'autre*. Cette situation déterminera les deux caractéristiques principales des modalités de réception de l'image rendue : des formes différenciées de traduction en leur sein et par rapport aux publics des autres pays recevant les mêmes programmes, et – ressort en commun chez les auditoires d'Algérie – des dispositions de défiance/méfiance à leur égard.

L'audience potentielle des programmes d'information des télévisions satellitaires en Algérie dans ces longues années de tourmente ne relève pas du cas de figure classique d'une population d'un pays en temps de paix qui reçoit, épisodiquement, des reportages ou nouvelles de chaînes étrangères sur son actualité ou son Histoire. Les *marquages* télévision française (pour *TF1/France 2*), télévision saoudienne (*MBC*) mettent en œuvre des mécanismes de médiation et d'interaction locales qui indiquent une « reterritorialisation » sous le mode de l'attraction/rejet. Elles sont toutes trois *télévisions des autres* – de pays perçus prospères à l'abri du terrorisme et des pressions draconiennes du FMI.

Des fragments de cette réalité observée/questionnée lors de l'enquête de terrain montrent des jeux de construction de sens qui signifient des rencontres singulières entre le transnational et le local. La télévision des autres, et ses programmes d'information, ne sont pas ce système imposé (Certeau (de), 1980) trônant dans le salon ou à la cuisine : leurs usagers recherchent, le plus souvent avec ingéniosité, à en tirer des gains à la hauteur de leurs attentes, en limitant les dégâts de ses aspects agressifs. Les jeux de réception mis en œuvre par les téléspectateurs indiquent deux principales directions. La première est fondamentale : la possibilité même d'accéder aux JT étrangers (particulièrement quand ils traitent de l'Algérie et du Maghreb) est perçue et pratiquée comme un élément de formation d'un espace de débat contradictoire, qui fait sortir de l'ère

de l'unanimisme. La seconde présente une diversité de démarches dans leur fréquentation.

Une caractéristique ressort fortement à la fois de l'observation des écoutes, des tests et des entretiens : l'acquisition des matériels, avec le budget subséquent, crée un *droit d'usage*. De là se manifeste, déclinée sous diverses formes, une démarche de découverte des offres, toutes les offres disponibles, pour opérer des choix. La fréquentation régulière des journaux télévisés étrangers semble traversée par deux principales déterminations tracées par les conditions socioculturelles des téléspectateurs. On voit d'abord l'empreinte claire d'une présence plus significative des « catégories les plus solvables dans cet espace de communication diversifié » (Chevaldonné, 1996). Mais en même temps, la variable ségrégative de la stratification sociale est, de plus en plus, limitée dans ses effets par deux autres facteurs. Le premier est que l'écoute d'un JT ressort d'un choix qui est de nature à fédérer l'audience, alors que les programmes de divertissement et la fiction la segmentent par les perturbations qu'ils apportent aux valeurs culturelles et morales locales (Mostefaoui, 1995-a). Le second est que l'irrépressible et importante volonté « d'aller à ces nouvelles » est repérable dans l'ensemble de la société sous la pression du terrorisme.

La motivation principale de l'écoute des JT étrangers oscille entre la préoccupation essentielle⁽⁶⁶⁾ d'avoir accès à des nouvelles et des faits du terrorisme et celle de recevoir des prises de position de leaders politiques auxquelles l'ENTV ne fait pas écho, ou très peu et très mal. Un professeur de lycée, responsable d'une association culturelle précise : « Je cherche à voir dans les JT étrangers essentiellement les instants toujours trop courts et rares où de nouvelles figures politiques de notre pays apparaissent. Il est important qu'on les connaisse, qu'on sache ce qu'elles proposent. Sur ce point, ces JT me réservent parfois de bonnes surprises ». Les interférences des télévisions étrangères et l'aura de crédibilité dont elles sont gratifiées sont situées par rapport à la suspicion nourrie à l'égard des journaux télévisés de l'ENTV, perçus comme dépendants du gouvernement. Un étudiant l'exprime ainsi : « La liberté de les recevoir apporte au moins la satisfaction de savoir que les dirigeants sont obligés de raconter moins d'histoires sur le pays à travers l'ENTV ». En écho, un syndicaliste estime : « c'est parce que la télévision nationale est trop dépendante du gouvernement que les chaînes étrangères semblent plus libres ». La liberté de les recevoir est souvent avancée comme un stimulant à l'évolution de l'ENTV. Un avocat l'affirme ainsi : « L'un des effets positifs de la possibilité pour les publics de recevoir les JT étrangers est celui d'abord de contraindre les pouvoirs publics à restreindre leur pression sur les journalistes. Cette concurrence commence à produire des effets : on le voit dans certaines réactions des JT de l'ENTV ».

L'image de *France 2* et celle de *TF1* (plus que *MBC*) une aura de crédibilité, parce qu'étrangères, pouvant donc apporter la contradiction ou des différences de point de vue. Les attentes de crédibilité sont plus fortes que les gratifications : c'est tout le problème des distorsions des relations séculaires

(66) Significatif a été le titre de la Une du quotidien *Le Matin* (4-6-97), la veille des législatives : « Six années de terrorisme ont fait passer aux Algériens le goût de la politique ».

entre l'Algérie et la France qui les fondent. C'est aussi le cas au niveau quantitatif : un profond décalage existe entre l'ampleur des attentes en matière d'information sur l'Algérie et ce qui est effectivement mis sur les antennes. C'est une évidence mais il faut la noter : dans *l'agenda* de chacune des chaînes étrangères, les attentes de ces nouveaux auditoires ne sont pas considérées, même si, et de plus en plus, un certain intérêt se manifeste à les cibler.

Deux types principaux bien distincts de publics des JT étrangers se profilent : ceux dont la fréquentation est régulière (au moins 5 fois dans la semaine) et qui zappent souvent pour recevoir le plus de flux sur le sujet, et les occasionnels. Les premiers sont généralement d'un niveau d'études supérieur ou secondaire et sont aussi assidus de ceux de l'ENTV «désespérément, pour comparer» (un professeur), ils sont en majorité des hommes et suivent de près l'évolution politique du pays (certains par une adhésion à un parti et lisent au moins un quotidien. La seconde catégorie est celle des occasionnels. Elle est beaucoup plus élargie en nombre et ses membres sont moins préoccupés de rechercher dans les menus de ces JT le sujet Algérie ; ils zappent moins mais s'arrêtent systématiquement sur les séquences du sujet quand ils les rencontrent.

Méfiance / défiance / scepticisme : « moissonner sur une terre en feu »

Nous reprenons cette expression à la suite de Daho Djerbal (Djerbal, 1997). Indicative de l'Algérie de la décennie quatre-vingt-dix, elle peut s'appliquer ici autant aux citoyens algériens qui peuvent vouloir croire encore que la télévision peut leur apporter des oasis d'espoir en un avenir de paix et de liberté, qu'aux chercheurs soucieux de proposer des éléments de connaissance sur les réalités du pays. Chercher à saisir ce qui fonde le regard des Algériens vis-à-vis de celui que les télévisions des autres portent sur eux, c'est d'emblée rencontrer une grande difficulté à établir un entretien. Trois paramètres affectent profondément les attitudes et les discours : méfiance/défiance/scepticisme. Il y a d'abord l'option de ne pas répondre à ce « sujet délicat et difficile », ou à en dire le moins possible : « dans le contexte de cette violence, je ne vois pas du tout l'utilité » (un commerçant). Gentiment et/ou avec moquerie, ou méchamment formulée, il existe également une attitude de doute et de suspicion face aux préoccupations scientifiques. On a eu enfin souvent l'impression que l'interpellation que suscite le sujet d'entretien ajoute à la tourmente de la vie quotidienne : « à quoi peut bien servir la démocratie ? » (un médecin).

C'est une journaliste française avisée des réalités algériennes qui souligne : « Il faut beaucoup d'efforts pour supporter l'insupportable image d'une Algérie barbare inscrite comme un miroir dans le regard des autres »⁽⁶⁷⁾. Ce « jeu de miroirs entre les dimensions du passé, du présent et du futur » (Quere, 1997) est décliné en abondance dans les tests et les entretiens, et plutôt en termes violents. Il participe des relations conflictuelles entre l'Algérie et la France. Le principal grief vise d'abord la trame du conflit telle qu'elle est donnée à voir sur les écrans. Un étudiant est persuadé : « Les téléspectateurs ne fréquentant que la télévision française pour s'informer sur l'Algérie ne peuvent

(67) C. SIMON, *Le Monde*, 6-6-97.

se représenter ni les enjeux ni les protagonistes du conflit». Un instituteur à la retraite – qui *en a pourtant connu d'autres* – regrette lors d'un entretien : «la punition de devoir subir – en famille! – toute cette arrogante manifestation du développement de l'Europe pour pouvoir accéder à des bribes d'informations sur les malheurs de notre pays». Les propos des interviewés convergent sur ce point de mettre dans le même lot *MBC* et les chaînes françaises. Recherchées parce que supposées *a priori* plus indépendantes de la télévision nationale, elles sont aussi source de tension. La croisade⁽⁶⁸⁾ menée par *CNN* et la flottille des autres chaînes occidentales lors de la Guerre du Golfe a laissé des marques en ce sens⁽⁶⁹⁾. Un sentiment de défiance est récurrent à travers les entretiens. Un étudiant remarque : «Tout a commencé lors de la Guerre du Golfe. Ils (les journalistes occidentaux) font un amalgame total entre islam et islamisme». «On ne peut pas comprendre ce que visent les chaînes françaises, estime un diplômé de l'université au chômage, sans se souvenir que pendant cette guerre elles ont clairement montré de quel côté elles se rangeaient grossièrement». Ce sentiment prend source aussi dans la double dynamique contradictoire d'auto-routes de l'information grand-ouvertes dans le sens Europe/Algérie et de frontières qui se referment. Le même interviewé : «Comment l'Europe peut elle être rendue aussi visible et être interdite de visa?». Plus gravement, l'écran de télévision avec les *JT* étrangers peut être ce lieu où s'exprime et se vit de la façon la plus violente le décalage entre l'immédiat de la survie⁽⁷⁰⁾ et le *Meilleur des mondes* imaginé par Huxley dès 1932. «On a l'impression, dit un cadre d'entreprise, que l'Algérie est pour ces chaînes-là située sur une planète sauvage. Dans leurs images sur notre pays, je constate trop souvent du voyeurisme : il y a très peu d'efforts pour comprendre et informer sur nos réalités. J'ai souvent l'impression que le but recherché est de faire un spectacle à partir de nos malheurs. Ça ne veut pas dire que les images montrées soient fausses, mais on ne montre qu'une partie des choses». Ce sentiment de défiance ressort aussi du choix des questions posées sur le sujet conflit algérien dans l'agenda de chacun des *JT* étrangers. «On ne voit pas la société, la dramatique crise économique sous la pression du FMI; est-ce donc ça l'Algérie dans le monde?» (un fonctionnaire). Images froissées, avec impossibilité de rectification : en découle un sentiment de honte et d'injustice⁽⁷¹⁾. Le sentiment se

(68) HALIMI (1997) note sur ce bellicisme télévisuel : «C'est pendant ces bouffées de fièvre et d'intolérance que le journaliste pouvait manifester son aptitude à la dissidence. Mais il aime lui aussi barboter dans le torrent unanimiste, jeter à la rivière le cynisme dont on le soupçonne, exhiber les derniers jouets que la technologie lui livre, faire front contre l'ennemi, rester «mobilisé» avec son armée et son pays».

(69) Comme dans les autres pays du Maghreb. Cf. BENNANI-CHRAÏBI, 1997.

(70) Le 19 novembre 1997, les *JT* de *France 2* et *TF1* abondent en images du massacre par les islamistes de 65 touristes européens en Égypte et du dispositif mis en œuvre par la Suisse (dont sont ressortissants 36 d'entre eux) pour rapatrier le reste de ses autres citoyens : équipes de réconfort réglées par des psychologues pour empêcher les interférences nuisibles de la meute de photographes et autres journalistes. Que peuvent penser les rescapés algériens en voyant ces images – eux dont l'État ne peut/ne veut empêcher par ses forces de sécurité les carnages quotidiens?

(71) Cette violence, Rachid Boudjedra l'exprime ainsi : «À regarder le monde nous regarder, nous avons le sentiment d'une injustice grave. Une partie de la donne politique algérienne est sacrifiée au profit d'une minorité violente et véhémente». (*FIS de la haine*, Paris, Denoël, 1994). Avec d'autres mots et pour indiquer les mêmes maux, le regretté Rachid Mimouni dit cette vision orwellienne : «Nous vivrons par procuration télévisuelle étrangère, laissant aux autres le soin de nous expliquer ce que nous sommes. Nous finirons alors par nous conformer à l'image qu'ils veulent avoir de nous». (*Chroniques de Tanger*, Paris, Stock, 1996).

décline aussi à l'endroit de *MBC*, avec d'autres arguments. Une jeune femme médecin (« qui est *accro* de la fiction de la chaîne ») se méfie de ses programmes d'information « qui ne parlent jamais des islamistes au Maroc et en Arabie Saoudite ». Surgissent aussi des critiques sur les contradictions du mixage d'une forte religiosité avec des formes d'occidentalisation marquée : « comment voulez vous que je fasse confiance à sa lecture du Coran avec son *overdose* de publicité pour les produits de prestige qui, sacrilège, créent le paradis sur terre ? » (un facteur). De même que sont pointés ses partis-pris ostentatoires en faveur des monarques et princes de l'aire islamique : « Les journalistes de *MBC* sont plus à plat ventre devant eux que ceux de l'*ENTV* devant le Président Zeroual » (un professeur de lycée).

La défiance peut être perçue aussi comme une réaction de défense par rapport à l'image rendue de manière réductrice. Un étudiant affirme : « Face au système de déformation opéré par les chaînes étrangères, j'ai moi-même, interrogé une fois par *France 2*, tenu un raisonnement simpliste pour dire que c'était un conflit entre nous Algériens. C'était réduire, mais aussi j'ai pensé que c'était le meilleur moyen de réagir contre cette intervention d'une télévision étrangère, qui de toute façon ne passerait pas mon message ». L'attitude de méfiance tient essentiellement à un brouillage des identités des protagonistes du conflit. Un étudiant en droit l'exprime ainsi : « On sait de moins en moins qui est qui ; qui est avec qui. Et ce n'est pas dans les discussions, publiques ou familiales, qu'on peut le savoir ». Dans ce tableau, une note peut relativiser le pessimisme ambiant. Elle tient aux réactions suscitées par des reportages diffusés depuis le début de l'année 1997 (cf. *supra*). Les différences qu'ils recèlent ont été saisies et exprimées à plusieurs reprises. Ainsi, dans ceux du massacre de 93 personnes à Bougara (mai), un instituteur a vu : « le souci des journalistes français de tenter d'aller au fond des choses pour tenter de comprendre les vrais problèmes du pays. Ils ont réussi là à rendre l'épaisseur humaine des gens qu'ils ont filmés, alors qu'habituellement on a l'impression qu'ils mettent en scène des clones virtuels ».

Tracer des passerelles : questions d'éthique et « nouvelles pratiques universalistes »

On l'aura compris : en posant les journaux télévisés des chaînes étrangères, et singulièrement françaises, reçues dans ces années tragiques de l'histoire de l'Algérie, comme des vecteurs importants et nécessaires de passage des idées, des informations, des sentiments et opinions entre les deux rives de la Méditerranée, nous recherchons *aussi* une posture d'interpellation – ou tout simplement d'adhésion à l'appel à « régulation externe », souhaité ici et là (Koper et Condry, 1994), à partir du principe éthique selon lequel « l'information est nécessairement soumise à une évaluation critique »⁽⁷²⁾. Nous savons ce que les journalistes, de par le monde, acceptent le moins : non seulement

(72) CORNU, 1997, Préoccupation que l'on retrouve formulée autrement dans la préface signée Liber (Bourdieu ?) de HALIMI, 1997 : « pourquoi les journalistes n'auraient-ils pas à répondre de leurs paroles alors qu'ils exercent un tel pouvoir sur le monde social et le monde même du pouvoir ? ».

interroger leur discours et les modalités de sa production, mais relever, quand c'est le cas, leur déphasage par rapport aux réalités dont ils prétendent rendre compte. Dans « l'écologie » actuelle des médias en Algérie, on n'a pas à proprement parler une offre concurrentielle ouverte de programmes d'information, mais une situation où les JT de la télévision nationale sont soumis – dans des segments d'auditoires de plus en plus élargis – aux interférences des JT étrangers et d'une presse nationale dont des titres combattent courageusement pour leur indépendance. En ressort principalement une amorce d'une certaine visibilité – même si c'est souvent dans la cacophonie – des acteurs, opinions et idées des oppositions. Ces programmes étrangers apportent d'autres modèles, d'autres manières de voir les réalités du pays. On peut tenter de résumer ainsi leurs effets sur le déroulement du conflit.

En même temps qu'elles stimulent les médias locaux, les actions tendant à une pluralité de pôles de diffusion d'informations et d'opinions apportent des ingrédients à l'émergence d'un espace de débat contradictoire (bien plus visible sous ses aspects de confrontation violente) dans le pays – un débat qui fait éclater le système clos régenté par le parti unique, trois décennies durant. Le média télévision, à travers les chaînes étrangères, permet davantage la mise en avant sur la scène politique nationale de nouveaux acteurs (même si c'est en théâtre d'ombres) que l'expression de nouvelles manières de voir l'évolution du pays. L'examen des modalités du traitement des réalités par la télévision permet de conforter l'hypothèse selon laquelle c'est dans la presse nationale – à travers ses publications les plus audacieuses –, que l'on peut percevoir le mieux la palette des préoccupations et des actes de la société civile naissante. Malgré les pressions auxquelles font face ces publications, affluent dans leurs livraisons – en des formes et styles qui peuvent paraître surréalistes⁽⁷³⁾ – des récits sur le terrorisme et le dispositif anti-terroriste (où s'activent services de sécurité et groupes d'autodéfense), les conflits politico-économiques entre transfuges/*rescapés* de la nomenklatura FLN et jeunes loups plus ou moins intégrés à des réseaux d'intérêt officiels et/ou de type mafieu pour l'accès à la rente pétrolière via les diverses mesures de libéralisation, pour les licences d'importation ; la naissance d'associations partant avec très peu de ressources matérielles et le *credo* de porter secours aux victimes de la tragédie, etc. Cet éclairage au quotidien et sur le terrain – si divers dans ses horizons idéologiques – n'est pas utilisé par les télévisions étrangères. C'est dommage car il constitue actuellement un vecteur endogène qui conquiert de haute lutte et sa capacité à *dire* le pays. Ses contenus peuvent aider les médias étrangers à mettre en phase leurs investigations avec les réalités, dont, en particulier, la « perte du pouvoir d'utopie et de mobilisation des masses »⁽⁷⁴⁾ de l'islamisme politique, qui a happé de larges franges de la jeunesse au début de la décennie.

Des questions de fond interpellent les modes de fabrication et les contenus des JT étrangers. Elles relèvent au premier titre de la déontologie.

(73) Surréaliste aussi – ou en tout cas illustrant le type de nouvelles capacités d'initiative dans certaines publications algériennes que nous estimons si peu prises au sérieux par les commentateurs parisiens –, est la reprise *in extenso* par le quotidien *El Watan* de la *Lettre ouverte au président Zeroual* lancée dans *Le Nouvel observateur* (8-01-98) par Jean Daniel.

(74) G. KEPPEL, *Le Monde*, 20-11-97.

L'inventaire du conflit que ces programmes proposent à leurs publics a tendance à le *réduire et à le spectaculariser*. Ce faisant, ils ne permettent pas (ni aux téléspectateurs français⁽⁷⁵⁾ ni aux maghrébins) de se forger une opinion documentée. Deux idées reçues ont eu cours depuis 1992 et ont pesé dans les médias français sur la perception du traitement médiatique du conflit algérien. En un *leitmotiv*, elles sont invoquées pour indiquer/justifier la difficulté/impossibilité de couvrir cette *deuxième* guerre d'Algérie – comme si la *première* n'avait pas eu, dans des conditions autrement plus dangereuses et des moyens techniques moins sophistiqués, ses courageux reporters de *l'Express* et autre *Observateur*. Cette rhétorique, qui s'est répandue sous le slogan « Algérie : une guerre sans image », ne tient pas la route : les programmeurs des JT n'ont pas mieux informé sur le pays et ses problèmes avant la mise en place du dispositif sécuritaire sur l'information de juin 1994 – avec lequel, et des reporters le prouvent, des jeux demeurent possibles. Depuis le printemps 1997, les commentaires émis dans l'espace médiatique parisien sur la couverture du sujet conflit algérien relèvent de trois principales tendances. La première tient d'une ignorance avérée, doublée parfois d'un mépris, des réalités complexes d'une presse nationale dont des titres cherchent dangereusement leur indépendance. De la rive Nord de la Méditerranée, l'accompagnement du rêve d'Albert Londres de « porter le couteau dans la plaie » – *credo* du journalisme d'investigation des *Temps modernes* – trouve de piètres relents dans certains regards jetés, avec un manque de discernement consternant, sur le travail des journalistes algériens, y compris de la part d'experts commentateurs. Ainsi, un *papier* du sérieux quotidien du soir parisien, peut donner le *la*, en quelques lignes encadrées, en exécutant froidement (c'est contagieux !) l'ensemble du produit du travail des journalistes algériens sous la formule lapidaire : « communiqués de guerre »⁽⁷⁶⁾. Dans la seconde, des *papiers* tentent de poser des arguments de justification à la rhétorique de *l'allodoxia* en présentant les médias anglo-saxons comme modèle journalistique. *Courrier international* n'a de cesse d'utiliser pleinement son concept éditorial pour fonder cette manière de voir. À la mi-janvier 1998, c'est à *l'Observer* de Londres qu'il fait appel pour apporter de la lumière sur la tragédie en cours. La matière ? Une compilation d'entretiens (anonymes) de sources dites « anciens agents algériens des services de sécurité », sous le titre « Criminels au service de l'État ». Les quelques lignes de présentation, signées CI, sont plus éloquentes pour notre propos : « Ces témoignages, de toutes façons ne sont pas plus “manipulés” que l'information venue d'Algérie même, qui, elle, est réellement soumise à la censure »⁽⁷⁷⁾. Au lecteur, n'est-ce pas, d'entreprendre d'apporter de la valeur ajoutée aux informations, investigations et mises en

(75) Notons à titre indicatif que le 11^e Baromètre les médias et les Français (*Télérama* du 28-1-98) annonce : 30 % des personnes interrogées estiment que « les médias parlent comme il faut » au sujet « des événements d'Algérie » ; 46 % d'entre elles pensent qu'« ils n'en parlent pas assez » et « trop » pour 20 %.

(76) Dans un commentaire intitulé « Informer sur l'Algérie » (*Le Monde* du 7-10-97), A. Frachon exécute ainsi la complexité des réalités : « L'information, celle que donnent les journaux locaux, y est notoirement manipulée. Chaque branche des divers services de renseignements a son débouché dans la presse locale ». Nous sommes bien dans les recettes du journalisme fustigé par HALIMI (1997) : « Il fut un temps où le grand journaliste était aussi un grand reporter. Trop loin, trop long, trop cher. Désormais, le commentateur (...) exige de ne quitter son bureau que pour passer à table ».

(77) *Courrier international* du 15 au 21 janvier 1998.

perspective journalistiques : l'hebdomadaire n'étant qu'une caisse de résonance neutre... Sont aussi expressifs les jeux éditoriaux sur la question. À quelques jours d'intervalle, les quotidiens *Le Monde* et *Libération* tentent chacun, de faire un arrêt sur image de la couverture télévisuelle étrangère du conflit : le premier sur les images des chaînes françaises, le second en comparant celles-là aux anglo-saxonnes. *Libération* n'a pas cessé, depuis 1988, de marquer sa sympathie aux promoteurs de l'islamisme politique⁽⁷⁸⁾ – en particulier par des papiers internes à la rédaction – bien qu'ouvrant ses colonnes, très épisodiquement, à des dissonances dans la page *Rebonds*. Le quotidien se lance dans un hymne au journalisme anglo-saxon (à partir de programmes de *Channel Four* et de *CNN* avant de réduire les « prétentions » d'une nuit algérienne » proposée par D. Leconte sur *Arte* – pourtant, à notre avis, novatrice par ses reportages et son débat qui ont rendu des signes de la société civile émergente. Le fil de la trame rhétorique semble se construire ainsi : les *ninjas* redoublent de férocité face aux vrais faux barbus, la société civile est une fiction scénarisée par des journalistes français, dans une Algérie virtuelle⁽⁷⁹⁾. Face à l'Algérie de 1998, on n'a pas le sentiment, à lire leur dossier, que les journalistes de *Libération* aient le souci du devoir majeur de la profession de « rechercher une vérité qui n'est pas donnée d'emblée et une fois pour toutes mais se construit » (Pigeat, 1997). Dans le troisième modèle de présentation des conditions d'exercice du journalisme en Algérie – minoritaire par sa surface d'expression –, le souci d'une approche nuancée et approfondie est posé comme préalable. Il se manifeste par la volonté de situer et faire se confronter des points de vue divers. Ainsi, par exemple, au dossier du *Monde Télévision Radio* intitulé *Images brouillées de l'Algérie* est associée la préoccupation d'apporter des éléments qui peuvent nourrir la réflexion sur le sujet. L'enquête livre des points de vue d'acteurs participant à la fabrication et à la programmation du sujet sur les écrans⁽⁸⁰⁾. Significative en particulier dans ce dossier est l'expression de V. Taveau « de défendre son espace de liberté ». Deux mois plus tard, en déposant plainte contre la

(78) HADJ-ALI, 1997. Dans ce pamphlet, l'auteur fustige la ligne éditoriale du quotidien *Libération* (de même que celles du *Monde* et du *Monde Diplomatique*) imprimées par « des partisans d'une fatalité intégriste et de l'avènement d'un État islamique en Algérie » ; et qui lui ont refusé leurs colonnes.

(79) *Libération*, 22-01-98. La recette de fabrication est portée béatement aux nues sous les initiales de signatures I.P. et E. Po : « La star de *CNN*, Christiane Amanpour, grâce à un montage efficace entend mettre en lumière la langue de bois officielle ». Ce montage – dont l'investissement professionnel et d'argent ne sont pas trop élevés pour la célébrisissime chaîne mondiale (et le quotidien parisien) – tente d'opposer l'opinion de l'actuel Premier ministre algérien (A. Ouyahia) à celle d'un ancien, A. Brahimi (gérant de la décennie noire de Chadli), qui, à partir de Londres, « accuse l'armée d'être à l'origine des massacres ». Seconde pièce du dossier instruit : J. Garçon (spécialiste de l'Algérie dans la rédaction), croit avoir vu dans le programme de 50 minutes de *Channel Four* (réalisé, avance-t-elle en six semaines entre l'Algérie, Londres et Paris – comme si les deux métropoles étaient la capitale du pays) une « enquête implacable jamais diffusée en France ». J. Amalric achève l'exécution du procès sur la soirée proposée par D. Leconte sur *Arte* (*De quoi j'me mêle*. 22-1-98). Ce qui a pu apparaître comme une toute nouvelle facture de parler de l'Algérie sur une chaîne de télévision (durée, investigation de terrain faite par D. Taveau – dont les six semaines en Algérie sont passées à la trappe –, choix des partenaires du débat) est réduit sous la signature de J. Amalric « à quelques éléments d'information nouveaux... La journaliste et le cameraman ont travaillé dans les conditions que l'on connaît : sous étroite surveillance policière ». Décodons : les journalistes anglo-saxons n'ont pas seulement plus de talent, ils disposent de plus de liberté même en Algérie...

(80) On a ainsi notamment l'écho de reporters (V. Taveau, Allémonière), animateurs, (Benyamin, Field), responsables éditoriaux de JT (Namiyas, Du Roy).

journaliste, le ministère de l'Intérieur algérien contribue à ajouter du poids à ces mots⁽⁸¹⁾.

Le conflit algérien en était à sa septième année en décembre 1997 (le temps de la guerre de libération nationale : 1954-1962). Si l'on garde en mémoire les deux premières années de cette décennie, pendant lesquelles les promoteurs de l'islamisme politique ont tenté, *via* les prêches enflammés dans les hauts parleurs des mosquées, d'imposer leur ordre moral à une société qui se libérait du règne FLN, ce conflit continue de poser un problème d'éthique à travers sa perception dans le monde occidental. Le relativisme sur les problèmes des droits de l'homme dans les pays du sud, tel que le mettent en circulation les théoriciens ultra-libéraux (Huntington, 1996), a réussi à *former*, dans des dimensions indues, des manières de voir qui tendent à remettre en question l'universalité de ces droits, au motif (hypocrite !⁽⁸²⁾) du respect des différences – dont ici l'*artefact* de valeurs religieuses et culturelles propulsées par l'islamisme politique. La *hogra* (mépris du peuple), et la répression des libertés démocratiques ont été les deux mamelles nourricières⁽⁸³⁾ de cette idéologie, dont les nouveaux élans peuvent paraître surprenants quand on prend acte de l'aporie où elle est engagée en Iran, son pays d'origine, si l'on en juge par les appels du pied de ses dirigeants au *Grand Satan* d'hier (y compris sous forme d'entretien télévisuel entre le Guide et une journaliste de CNN) et à la constance de la *fatwa* lancée contre Rushdie. Au regard des bouleversements économiques, politiques et culturels induits par la dynamique de mondialisation, des chercheurs en appellent à « d'autres pratiques universalistes »⁽⁸⁴⁾. Jonction à partir de l'Algérie : pour les jeunes, les créateurs, les intellectuels, les animateurs des associations et partis, participant à l'ouverture à la modernité de la société, l'éveil des consciences européennes sur la tragédie du pays ne peut se concevoir dans le *pré carré de ce relativisme*. L'image de leurs actions, de leur devenir, serait sans doute moins froissée si des rapports (dont le *Livre noir sur l'Algérie*, publié par quatre organisations internationales, le 4 décembre 1997) ne donnaient – dans une structure d'*allodoxia* relevée dans les JT – un *blanchiment* aux groupes terroristes intronisés *opposition armée*, et ne persistaient à réduire la combativité et le travail des journalistes algériens⁽⁸⁵⁾.

(81) H. CHABALIER, directeur d'une « agence spécialisée dans les documentaires et magazines de télévision », affirme péremptoire : « Il est impossible d'enquêter en Algérie. Les journalistes cornaqués (sic) ne sont autorisés qu'à filmer les femmes qui pleurent et les hôpitaux ». V. Taveau s'insurge : « On est en train de faire des journalistes qui peuvent se rendre en Algérie des collabos du régime algérien. C'est intolérable. Je me suis battue pour un espace de liberté en convaincant les militaires qui nous accompagnent de faire leur travail et de me laisser faire le mien. Lorsqu'ils violaient cette règle, j'arrêtais la caméra (...) Les Algériens ont envie de dire ce qui se passe et souhaitent que les télévisions étrangères parlent du drame algérien » (Dossier de J. Buob, F. Cornu, F. Hartmann et J.-P. Tuquoi, *Le Monde* 18/19-01-98).

(82) Gardons en mémoire le mot d'ordre symptomatique lancé par le journal d'extrême-droite *Présent*, à la mi-décembre 1991, pour les législatives algériennes (annulées) : « Aucune voix ne doit manquer au Front islamique du salut ! »

(83) Parabole sur l'intolérance, le film de l'Algérien M. CHOUIKH (1998), *L'Arche du désert*, porte significativement cet exergue : « Chaque fois que le temps a fait croître un bâton, au bout du bâton, l'homme a mis une lance ».

(84) LAIDI, 1997 (b). En France, GRANGILLAUME, 1998, propose aussi « cet étage supérieur de l'universalisme (...) où se situe la laïcité, comme valeur fondamentale respectant les religions, mais les transcendant aussi ».

(85) Tonifiante est la répartition de T. LECLERC (nourrie par du travail de terrain) à l'agitation réductrice de *Reporters sans frontières* (signataire du rapport), Cf. *Télérama* (dont n° 2504 et 2505, janvier 1998).

Déficitaire en plus d'un ressort d'accompagnement essentiel (des *actions de solidarité pratique*) avec les artisans de la société civile émergente – niés tout simplement dans leurs actions –, cependant que le régime au pouvoir veut les réduire et les islamistes les éradiquer –, ces manifestes ne peuvent être perçus que comme des « larmes de crocodile ». Les actants réduisent la composante des partenaires possibles de sa réception, de l'autre côté de la Méditerranée, aux seuls représentants du pouvoir d'État, toujours allergiques, nous le savons, à « toute leçon venant de l'étranger ». *Exit*, là aussi, la société algérienne, dont on prétend pourtant défendre l'intérêt. En revanche, d'autres signes peuvent susciter (encore) « l'optimisme de la volonté ». Voix chargées en même temps de connaissance du sujet et d'autorité morale pour en parler, P. Bourdieu et J. Leca appellent, depuis 1994, à ouvrir des passerelles. Ils écrivent : « Prendre parti ? Oui, dans la compréhension fine et mesurée des attendus et des conséquences de chaque prise de position, dans la mise au jour des conditions et des déterminants de ces engagements, dans l'attention aux trajectoires de ceux que nous soutenons et le souci des carrefours avec nos propres trajectoires intellectuelles ou politiques »⁽⁸⁶⁾.

Pour conclure nous voulons énoncer une conviction. Le *travail d'interpellation* des consciences et des organisations des droits de l'homme, tout comme celle des journalistes et programmeurs des télévisions française, peut significativement participer, en inscrivant ses actions dans une indispensable solidarité soumise à examen critique, à réduire les pressions autoritaires des gouvernants sur les médias locaux et donner ainsi visibilité et crédit aux acteurs de la société civile naissante, ceci pour réhabiliter le sens d'un avenir ouvert au pluralisme culturel et politique.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDI (L.), *L'Algérie et la démocratie*, Paris, La Découverte.
- AHMED (A.) et DONAN (H.) (eds), 1994, *Islam, Globalisation and Postmodernity*, London, New York, Routledge.
- AUGE (M.), 1997, *Pour une anthropologie des modes contemporaines*, Paris, Flammarion.
- BADIE (B.), (Entretien), 1997, Quelle place pour l'État-nation ? *La mondialisation en débat. Sciences humaines*, hors-série, n° 17, juin-juillet.
- BALIBAR (E.), 1998, *Droit de cité. Culture et politique en démocratie*, Paris, L'aube.
- BALLE (F.), 1996, *La politique audiovisuelle extérieure de la France. Rapport au ministre des Affaires étrangères*, Paris, La Documentation française.
- BARBER (B.), 1996, *Djihad versus Mac World*, Paris, Desclée de Brouwer.
- BAYART (J.-F.) (ed.), 1994, *La réinvention du capitalisme*, Paris, Kartala.
- BENNANI-CHRAÏBI (M.), 1997, Le Maroc à l'épreuve du temps mondial, Laidi, (ed.), *Le Temps mondial*, Bruxelles, Ed. Complexes.
- BESSE (B.) et DESORMEAUX (D.), 1997, *Construire le reportage télévisé*, Paris, CFPJ Éditions.
- BOUGNOUX (D.), 1996, *Le cowboy et le jardinier. Le marché mondial contre « l'identité française »*, Paris, *Esprit*, mars.

(86) Cf. *Le Monde*, 7 octobre 1994.

- BOURDIEU (P.), 1996, *Sur la télévision*, Paris, Liber.
- BOUDJEDRA (R.), 1994, *FIS de la haine*, Paris, Denoël.
- BRAHIMI (B.) (1990), *Le pouvoir, la presse et les intellectuels en Algérie*, Paris, L'Harmattan.
- BRUCKNER (P.), 1997, Samuel Huntington ou le retour à la fatalité de l'Histoire, Paris, *Esprit*, décembre.
- BRUSINI (H.), 1996, Les journaux télévisés sont ils trop violents? *Télévision et pouvoir*, Actes du Colloque de Valence.
- CASTELLS (M.), 1998, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard.
- CERTEAU de (M.), 1980, *Arts de faire : l'invention du quotidien*, Paris, Seuil.
- CHARAUDEAU (P.), 1997, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, INA/Nathan.
- CHEVALDONNE (F.), 1996, Discours sur la modernité et communication inégale : un siècle d'audiovisuel en Algérie (1885-1995), Paris, PUF, *Revue Tiers monde*, n° 146, avril-juin.
- CHOUKHA (L.), 1995, Le patrimoine familial dans le Ramadan « télévisuel » : le cas des familles modernes de Tunis. Montréal, *Communication Information*, vol. 16, n° 2.
- CORNU (D.), 1997, *Éthique de l'information*, Paris, PUF.
- DEBRAY, 1998, *Par amour de l'art. Une éducation sentimentale*, Paris, Gallimard.
- DENNI (B.), 1995, Réception des spots publicitaires étrangers en Algérie, Alger, *Naqd*, n° 8/9.
- DJERBAL (D.), 1997, Note de la rédaction, Alger : *Naqd*, n° 10, *L'image de l'Autre. Sociologie de la diversité et de l'intolérance*.
- EMARY (N.), 1996, L'industrie du feuilleton télévisé égyptien à l'ère des télévisions transfrontières, Paris, *Revue Tiers monde*, n° 146.
- FERJANI (M.-C.), 1991, *Islamisme, laïcité et droits de l'homme*, Paris, L'Harmattan.
- GRANGUILLEAUME (G.), 1998, Les singularités de l'Islam français, *Esprit*, janvier 1998.
- HADJ-ALI, 1997, *Lettre ouverte aux Français qui ne comprennent décidément rien à l'Algérie*, Paris, Albin Michel.
- HALIMI (S.), 1997, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- HAFEZ (K.), 1996, The Algerian Crisis as Portrayed in the German Press, Berlin, *The European Journal of Communication*, vol. 21, 2/96.
- HUNTINGTON (S.), 1996, *The Clash of Civilisations and the Remaking of World Order*, New York, Simon and Shuster.
- KHOURI (N.), 1996, La politique antiterroriste de l'État égyptien à la télévision en 1994, *Revue Tiers monde*, n° 146.
- LACHERAF (M.), 1966, *Algérie, nation et société*, Alger, SNED.
- LACHERAF (M.), 1992, De l'anti-État à l'anti-nation, *Algérie actualité*, n° 1375, 20/26 février 1992.
- LEBLANC (G.), 1997, *Scénarios du réel*, tome 2, *Information, régimes de visibilité*, Paris, L'Harmattan.
- LAIDI (Z.) (dir.), 1997, *Le temps mondial*, Bruxelles, Ed. Complexes.
- MADANI (L.), 1996, Les télévisions étrangères par satellite en Algérie : formation des audiences et des usages, *Revue Tiers Monde*, n° 146.
- Malaise dans la mondialisation*, 1997, Entretien avec P. Petit, Paris, Textuel.
- MALEK (R.), 1991, *Tradition et révolution. Le véritable enjeu*, Alger, Bouchène.
- MERCIER (A.), 1996, *Le journal télévisé*, Paris, Presses de sciences Po.
- MIGNOT-LEFEVRE (Y.), 1996, Télévisions d'Afrique et patrimoines organisationnels, *Revue Tiers monde*, n° 146.
- MIMOUNI (R.), 1996, *Chroniques de Tanger*, Paris, Stock.
- MOSTEFAOUI (B.), 1995-a *La télévision française au Maghreb. Structures, stratégies et enjeux* Préface de F. Balle, Paris, L'Harmattan.

- 1986, Unanimisme et crédibilité. Quelques problèmes actuels de l'information en Algérie. *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1984, Paris, éditions du CNRS.
 - 1987, Tendances actuelles de l'audiovisuel en Algérie. À propos de brèches dans le monopole de l'État. *Lunes industrielles. Les médias dans le monde arabe*, F. Chevaldonné (éd.), Aix-en-Provence, Edisud.
 - 1992 a, Médias concurrents en Algérie. Radios libres des islamistes, télévision nationale et télévision française, Paris, *Etudes*, n° 3764, avril.
 - 1992 b, Professionnalisation et autonomie des journalistes au Maghreb. Eléments de mise en situation des actions et conflits, Paris, *Réseaux*, CNET/CNRS, n° 51, janvier-février.
 - 1995 b, Les sociétés maghrébines sous influence. Aire de diffusion, audience et concurrence dans l'espace télévisuel, Alger, *Nakd*, n° 8/9, *Médias, communication et sociétés*.
 - 1996 a, La télévision des autres. La réception de TV5 et France 2 à Casablanca et Tunis, Paris, *Réseaux*, PRISME/CNET/CNRS, n° 78, juillet-août.
 - 1996 b, Evolution de la grille de la télévision algérienne de 1978 à 1994. Aspects d'une politique de programmation en crise, Paris, *Revue Tiers Monde*, n° 146.
 - 1997 a, Binded by the Spectacle? National and Foreign News Coverage of the Conflict in Algeria. in *Programming for people. From Cultural Rights to Culural Responsibilities*. United Nations World Television Forum (New York, 19-21 november 1997), Kevin Robins (Ed.). CURDS, University of New castle (G-B) and European Broadcasting Union (Genève), Rome, RAI.
 - 1997 b, Ausländisches Fernsehen im Maghreb-ein Medium mit kulturellen und politischen Auswirkungen. In *Wukuf 10/11*, Faath (S.), Mattes (H.) eds. Hamburg, Editions Wukuf.
 - 1997 c, Le paysage télévisuel maghrébin : une offre structurée en quatre pôles. *Dossiers de l'audiovisuel*, Paris, INA/La Documentation française, n° 73, mai-juin.
 - 1997 d, Algérie. Arrêt sur images d'une profession martyre, Paris, *Médiaspouvoirs*, n° 1 N° série, automne.
- MOWLANA (H.), 1996, *Global Communication in Transition. The End of Diversity*, Londres, Sage.
- NAUDIN (J.), 1997, Du pareil au même, *Naqd*, n° 10, *L'image de l'autre. Sociologie de la diversité et de l'intolérance*, Alger.
- NOELLE-NEUMANN (E.), 1994, The Spirale of Silence : a Theory of Public Opinion, *Journal of Communication*, 24 (2).
- PIGEAT (H.), 1997, *Médias et déontologie. Règles du jeu ou jeu sans règles*, Paris, PUF.
- POPER (K.) et CONDRIY (J.), 1994, *La télévision, un danger pour la démocratie*, Paris, Anatolia.
- PROULX (S.), 1997, L'individu et la communication. *La mondialisation en débat, op. cit.*
- QUERE (L.), 1996, Faut-il abandonner l'étude de la réception? Paris, *Réseaux* : PRISME/CNET/CNRS, n° 79, septembre-octobre.
- RIEFFEL (R.), 1992, Journalistes et intellectuels : une nouvelle configuration culturelle? Paris, *Réseaux*, PRISME/CNET/CNRS, n° 51, janvier-février.
- ROY (O.), 1996, Le néo-fondamentalisme ou l'imaginaire de l'Oumah, Paris, *Esprit*, mars.
- SANCHEZ-JANOWSKI (E.), 1994, Les gangs et la presse, La production d'un mythe national, Paris, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 102-103, mars.
- STORA (B.), 1997, L'onde de choc des années algériennes en France. L'« Algérie française » et le Front National, Paris, *Esprit*, n° 2, février.
- WOLTON (D.), 1997, *Penser la communication*, Paris, Flammarion.
- Y. B. 1998, *Comme il a dit lui*. Recueil de chroniques, Paris, J.C. Lattès.
- ZAKARIYAH (F.), 1991, *Les Arabes à l'heure du choix : laïcité ou islamisme*, Alger, Bouchène.